

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/40717]

19 JUILLET 2017. — Décret relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire et portant diverses adaptations dans l'enseignement fondamental

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives à l'enseignement secondaire*

CHAPITRE 1^{er}. — *Mesures relatives au mode de calcul du nombre de périodes utilisables pour l'organisation des cours de religion, de morale non confessionnelle, de philosophie et de citoyenneté*

SECTION 1^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Article 1^{er}. Au Chapitre II du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'intitulé « Calcul et utilisation des périodes-professeurs » est remplacé par « Calcul et utilisation des périodes-professeurs et des périodes pour l'organisation des cours de religion, de morale non confessionnelle ou de philosophie et de citoyenneté » et il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Article 7/1. § 1^{er} Le mode de calcul du nombre de périodes pour l'organisation du cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale (RLMO) et du nombre de périodes pour l'organisation du cours de philosophie et de citoyenneté (CPC) visé à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est fixé au chapitre III de l'arrêté de l'exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice pour les années ou groupes d'années suivants :

1. la première année commune visée à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré ;
2. la deuxième année commune visée à l'article 4 du décret du 30 juin 2006 précité, y compris l'année supplémentaire visée à l'article 13, § 1^{er}, du même décret ;
3. la première année différenciée visée à l'article 16, § 1^{er}, du même décret, y compris le DASPA telle que définie à l'article 2, § 1^{er}, 2^o, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;
4. la deuxième année différenciée visée à l'article 16, § 1^{er}, du décret du 30 juin 2006 précité ;
5. la troisième année spécifique de différenciation et d'orientation visée à l'article 19 du décret du 30 juin 2006 précité ;
6. la troisième année de l'enseignement général, la troisième année de l'enseignement technique de transition et la troisième année de l'enseignement artistique de transition ;
7. la troisième année de l'enseignement technique de qualification et la troisième année de l'enseignement artistique de qualification ;
8. la troisième année de l'enseignement professionnel ;
9. la quatrième année de l'enseignement général, la quatrième année de l'enseignement technique de transition y compris l'année de réorientation visée à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et la quatrième année de l'enseignement artistique de transition ;
10. la quatrième année de l'enseignement technique de qualification y compris l'année de réorientation visée à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, et la quatrième année de l'enseignement artistique de qualification ;
11. la quatrième année de l'enseignement professionnel ;
12. la cinquième année de l'enseignement général, la cinquième année de l'enseignement technique de transition et la cinquième année de l'enseignement artistique de transition ;
13. la cinquième année de l'enseignement technique de qualification et la cinquième année de l'enseignement artistique de qualification ;
14. la cinquième année de l'enseignement professionnel ;
15. la sixième année de l'enseignement général, la sixième année de l'enseignement technique de transition et la sixième année de l'enseignement artistique de transition ;

16. la sixième année de l'enseignement technique de qualification y compris l'année complémentaire visée à l'article 3, § 6, du décret du 20 août 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire et la sixième année de l'enseignement artistique de qualification ;

17. la sixième année de l'enseignement professionnel y compris l'année complémentaire visée à l'article 3, § 6, du décret du 20 août 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire ;

18. la 7^{ème} année du 3^{ème} degré l'enseignement technique de qualification ;

19. la 7^{ème} année du 3^{ème} degré de l'enseignement professionnel ;

20. l'année préparatoire à l'enseignement supérieur paramédical visée à l'article 2, § 3, 2^o, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ;

21. l'année préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire section « Soins Infirmiers » visée à l'article 2, § 4, de la loi du 19 juillet 1971 précitée.

La somme des périodes calculées en application de l'article 14, alinéas 1 et 3, et de l'article 15 de l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice constitue le RLMOD des établissements visés au § 2. Chaque établissement bénéficie au minimum du nombre de périodes RLMOD qu'il génère.

§ 2. Pour les établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française, de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, des périodes supplémentaires au RLMOD sont octroyées automatiquement pour tout membre du personnel engagé ou désigné en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté dans le cadre des mesures définies par la section VII du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, et par les dispositions transitoires reprises au chapitre XI quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre X ter l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française en vue de l'obtention du certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté. Ces périodes seront octroyées lors de chaque année scolaire jusqu'au 30 juin 2021, à raison de 2 périodes par membre du personnel.

Lorsque le membre du personnel exerce à la fois la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté et la fonction de professeur de morale non confessionnelle ou religion, ces deux périodes sont prises prioritairement dans ses attributions en qualité de professeur de morale non confessionnelle ou religion au sein du pouvoir organisateur concerné.

Si les périodes ne sont pas prises dans lesdites attributions, le membre du personnel doit avoir été engagé ou désigné au minimum pour trois périodes dans le Pouvoir organisateur au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté, au degré inférieur ou supérieur.

Dans ces deux cas, le membre du personnel continue à effectivement prêter en qualité de professeur de philosophie et citoyenneté au sein du Pouvoir organisateur concerné au moins 1 période, sauf en cas d'absence pour cause de maternité, maladie, incapacité de travail causée par un accident de travail, et pour les congés suivants : congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour assister un membre du ménage ou de la famille gravement malade ou lui octroyer des soins.

Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires pour le remplacement du membre du personnel concerné.

Ces périodes seront attribuées, selon le cas, à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, auprès duquel le membre du personnel concerné a la charge la plus importante. Dans le cas où la charge du membre du personnel est égale dans chacun des Pouvoirs organisateurs concernés, le choix de l'emploi concerné par ce remplacement revient au membre du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ces périodes peuvent être attribuées à un autre établissement ou Pouvoir organisateur, lorsque l'attribution de ces périodes permet de réduire le nombre d'implantations dans lesquelles le membre du personnel exerce effectivement ses fonctions.

§ 3. En outre, lorsque les périodes octroyées en application des §§ 1^{er} et 2 ne permettent pas d'attribuer, au sein de l'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou au sein du Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, aux membres du personnel définitifs, temporaires prioritaires ou stagiaires un volume de périodes équivalent à leurs attributions au 30 juin 2017, conformément à l'ordre de priorité défini par la section VII du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et par les dispositions transitoires reprises au chapitre XI quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre X ter l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel, le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit, auprès de l'Administration, un document justifiant qu'il utilise, pour ce faire, un nombre déterminé de périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation par implantations conformément aux dispositions visées ci-après.

Les périodes visées à l'alinéa précédent seront utilisées exclusivement pour permettre :

1) l'organisation d'activités, dans le cadre du cours de philosophie et de citoyenneté, au sein d'un même établissement, dont la mise en œuvre concerne un public plus large qu'un groupe-classe. Ces périodes sont octroyées à raison de maximum 1 période par volume horaire de 6 périodes de philosophie et de citoyenneté organisées au sein du même établissement ;

2) l'organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation entre membres du personnel en charge des cours de philosophie et de citoyenneté au sein d'une même année d'études ou d'années d'études différentes, dans le cadre du cours de philosophie et de citoyenneté ;

3) le dédoublement d'un groupe-classe de plus de 10 élèves suivant un cours de religion, de morale non confessionnelle ou de philosophie et de citoyenneté pour les élèves dispensés du cours de religion ou de morale non confessionnelle ;

4) l'affectation de deux enseignants à un groupe-classe de minimum 10 élèves suivant un cours de religion, de morale non confessionnelle ou de philosophie et de citoyenneté pour les élèves dispensés du cours de religion ou de morale non confessionnelle, ou suivant le cours de philosophie et de citoyenneté.

Des périodes supplémentaires sont également attribués au membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou stagiaire qui, malgré l'application préalable des dispositions énumérées ci-avant, n'a pas retrouvé un volume de charge horaire équivalent à ses attributions au 30 juin 2017 ou qui devrait effectuer des prestations dans plus de 6 implantations tous Pouvoirs organisateurs confondus. Ces périodes sont octroyées à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, selon le cas, auprès duquel le volume de charge horaire du membre du personnel concerné est le plus important au 30 juin 2017. Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, doit introduire auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation par implantation conformément aux dispositions visées ci-après.

Le membre du personnel concerné est affecté aux tâches suivantes :

- 1° organisation et surveillance d'activités au sein de la médiathèque de l'école ou d'une activité de remédiation ;
- 2° surveillance d'évaluations formatives et sommatives ;
- 3° accompagnement de groupes d'élèves dans des activités extérieures à l'établissement.

L'utilisation de ces périodes supplémentaires est autorisée dès le 1^{er} septembre et ce jusqu'au 30 juin suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Elle est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Les services prestés dans le cadre des périodes supplémentaires visée au présent paragraphe sont en tous points assimilés aux services prestés dans le cadre organique. Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 4. Le nombre total de périodes de religion et de morale non confessionnelle attribuées au 1^{er} octobre 2014, par établissement visé aux §§ 2 et 3, multiplié par un facteur démographique, constitue le RLMOA de cet établissement, défini à l'arrondi mathématique. Ce facteur démographique est égal au nombre d'élèves du secondaire régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2016 divisé par le nombre d'élèves du secondaire régulièrement inscrits au 1^{er} octobre 2014.

La différence entre le RLMOA de l'établissement et son RLMOA détermine un nombre de périodes.

Ce nombre, positif ou négatif, est globalisé au niveau des services du Gouvernement de la Communauté française. Les établissements qui n'organisaient pas d'enseignement secondaire au 1^{er} octobre 2014 ne génèrent aucune période à globaliser.

De ce nombre de périodes globalisées visé à l'alinéa précédent sont automatiquement prélevées les périodes visées aux §§ 2 et 3. Le nombre de périodes restantes constituent le solde.

§ 5. Pour autant qu'il soit positif, le solde obtenu au § 4, alinéa 4, est attribué aux établissements visés au § 2, pour faciliter et coordonner la mise en œuvre du cours de philosophie et de citoyenneté.

Seuls les établissements qui contribuent positivement au nombre de périodes globalisé reçoivent des périodes en application de l'alinéa 1^{er}. Ce nombre de périodes est égal au solde visé à l'alinéa précédent affecté d'un coefficient égal au rapport entre leur contribution positive au nombre de périodes globalisé et le nombre de périodes globalisé. Le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

L'utilisation des périodes visées à l'alinéa précédent est autorisée dès communication de leur nombre par les services du Gouvernement et jusqu'au 30 juin suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, après avoir pris l'avis des organes de concertations locales. Seuls des fonctions de recrutement de la catégorie de personnel enseignant peuvent être activées dans le cadre ces périodes.

Art. 2. Dans l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 4, les mots « des cours de religion et de morale non-confessionnelle » sont remplacés par les mots « des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont, le cas échéant, dispensés du cours de religion, et du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » ;

2° au § 5, les mots « sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II » sont supprimés.

Art. 3. § 1^{er}. Dans le même décret, à l'article 23bis, § 1^{er}, alinéa 1, les mots « et en tenant compte des conditions particulières fixées par l'article 13 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédits d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II pour le dédoublement des cours de religion et de morale non confessionnelle » sont supprimés.

§ 2. L'article 23bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par ce qui suit :

« j) dans les années préparatoires visées à l'article 2, § 3, 2°, et § 4, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ordinaire, les classes ne peuvent compter en moyenne plus de 25 élèves. ».

§ 3. L'article 23bis, § 6, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dans le respect des normes suivantes :

1° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 1 et 2, du présent décret, aucune classe ne peut compter plus de 25 élèves ;

2° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 3, du décret du 29 juillet 1992, aucune classe ne peut compter plus de 15 élèves ;

3° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 4, du décret du 29 juillet 1992, aucune classe ne peut compter plus de 17 élèves ;

4° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 5 à 21, du décret du 29 juillet 1992, aucune classe ne peut compter, en moyenne, plus de 27 élèves. ».

SECTION II. — Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 4. Dans l'arrêté de l'exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « Chapitre III. COMPTAGE DES ELÈVES » sont remplacés par « CHAPITRE III. Calcul du nombre de périodes pour l'organisation des cours de religion ou de morale non confessionnelle et du cours de philosophie et de citoyenneté » et les articles 14, 14bis, 15, 16 et 16bis sont remplacés par les articles suivants :

« Article 14. Pour les établissements de l'enseignement ordinaire officiel organisé ou subventionné par la Communauté française et les établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, le nombre de périodes octroyées pour l'encadrement des cours de morale, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion et de morale, est calculé, pour chaque cours concerné, comme suit :

1° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 1 et 2, du décret du 29 juillet 1992 précité : 1 période par tranche entamée de 25 élèves ;

2° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 3, du décret du 29 juillet 1992 précité : 1 période par tranche entamée de 15 élèves ;

3° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 4, du décret du 29 juillet 1992 précité : 1 période par tranche entamée de 17 élèves ;

4° pour les années ou groupes d'années visés à l'article 7/1, alinéa 1^{er}, 5 à 21, du décret du 29 juillet 1992 précité : 1 période par tranche entamée de 27 élèves.

Pour les établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui organisent uniquement le cours de morale et les établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française, le nombre de périodes octroyées pour l'encadrement du cours de religion ou de morale concerné est calculé, pour les mêmes années ou groupes d'années visés à l'alinéa précédent, à raison de 2 périodes par tranche.

Le nombre de périodes-professeur résultant de ce calcul ne peut toutefois être utilisé qu'à concurrence de 98 pour cent.

Article 15. Pour les établissements visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, est calculé, pour chaque année ou groupe d'années visés à l'article 7/1 du décret du 29 juillet 1992 précité, à raison de 1 période par tranche entamée d'un nombre d'élèves correspondant aux maxima, pour ce qui concerne le premier degré, et aux moyennes, pour ce qui concerne les cours de la formation commune aux autres degrés, visés à l'article 23bis du même décret.

Article 16. Pour les établissements visés à l'article 14, alinéa 1^{er}, le RLMOD est égal à la somme des périodes calculées selon l'article 14, alinéas 1 et 3, et des périodes calculées selon l'article 15. ».

SECTION III. — Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré

Art. 5. A l'article 7bis, § 5, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de philosophie et de citoyenneté » sont insérés entre les mots « non confessionnelle » et les mots « visés à l'article 8 » ;

2° les mots « et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de philosophie et de citoyenneté » sont insérés entre les mots « non confessionnelle » et les mots « visés à l'article 8 » ;

2° les mots « et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

Art. 7. A l'article 14, § 3, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de philosophie et de citoyenneté » sont insérés entre les mots « non confessionnelle » et les mots « visés à l'article 8 » ;

2° les mots « et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

Art. 8. A l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précité » sont insérés entre les mots « non confessionnelle » et les mots « d'encadrement pédagogique alternatif » ;

2° les mots « d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées aux articles 8 et 8bis de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

Art. 9. A l'article 21, § 4, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de philosophie et de citoyenneté » sont insérés entre les mots « non confessionnelle » et les mots « visées à l'article 8 » ;

2° les mots « et outre les périodes d'encadrement pédagogique alternatif ou de prise en charge visées à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

SECTION IV. — Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 10. A l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « heures » est remplacé par le mot « périodes » et le mot « heure » est remplacé par le mot « période » ;

2° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « Dans les établissements officiels et dans les établissements pluralistes d'enseignement primaire et secondaire de plein exercice ainsi que dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire libre non confessionnel subventionnés par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend une période de religion ou une période de morale non confessionnelle et une période de cours de philosophie et de citoyenneté. En cas de demande de dispense pour l'élève de suivre le cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté conformément à l'alinéa 4 » ;

3° aux alinéas 3 et 4, les termes « 1^{er} octobre 2017 » sont remplacés par les termes « 1^{er} septembre 2017 » ;

4° à l'alinéa 6, les termes « lors de la première inscription » sont remplacés par les termes « chaque année » ;

5° à l'alinéa 8, les termes « Dans ce cas, l'élève de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé bénéficie, pendant un nombre de périodes équivalent à celui attribué à ces cours, d'un encadrement alternatif selon les modalités prévues par l'article 8bis et l'élève de l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, bénéficie d'une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'alinéa 5 » sont remplacés par les termes « Dans ce cas, l'élève de l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé bénéficie, pendant un nombre de périodes équivalent à celui attribué à ces cours, d'une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'alinéa 4. » ;

6° à l'alinéa 9, les points *c*) et *d*) sont remplacés par ce qui suit :

« *c*) que chaque année, le formulaire de choix est dûment complété au moment de l'inscription, sans modification ultérieure possible pour l'année scolaire concernée ;

d) que pour les élèves réputés poursuivre dans l'établissement dans lequel ils sont déjà inscrits, le formulaire de choix est remis aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale si l'élève est mineur, ou à l'élève, s'il est majeur, durant la première quinzaine du mois de mai. Le formulaire dûment complété est restitué au chef d'établissement au plus tard le 1^{er} juin, sans modification ultérieure du choix possible pour l'année scolaire concernée sauf en cas de changement d'établissement en cours d'année scolaire. ».

SECTION V. — Disposition modifiant le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté

Art. 11. A l'article 5, alinéa 2, du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « Les élèves de l'enseignement secondaire dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle » sont supprimés ;

2° les termes « et secondaire » sont insérés après les termes « l'enseignement primaire » ;

3° les termes « de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les termes « de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ».

SECTION VI. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 12. A l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « 1^{er} octobre 2017 » sont remplacés par les termes « 1^{er} septembre 2017 ».

Art. 13. L'article 79, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret est remplacé par les alinéas suivants :

« Le choix d'un des cours de religion ou de morale non confessionnelle ou de la dispense de suivre un de ces cours se fait au moment de l'inscription dans les établissements de l'enseignement officiel organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle ou, pour les élèves réputés poursuivre dans l'établissement dans lequel ils sont déjà inscrits, – au plus tard le 1^{er} juin. Le choix ne peut être modifié ultérieurement pour l'année scolaire concernée.

Par dérogation à l'alinéa 3, le choix peut être modifié en cas de changement d'établissement en cours d'année scolaire. ».

SECTION VII. — Disposition modifiant le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement

Art. 14. A l'article 6, alinéa 2, du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « Les élèves de l'enseignement secondaire dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle » sont supprimés ;

2° les termes « et secondaire » sont insérés après les termes « l'enseignement primaire » ;

3° les termes « de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont remplacés par les termes « de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ».

SECTION VIII. — Disposition modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 15. L'alinéa 2 de l'article 47, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'enseignement organisé par la Communauté française ainsi que dans l'enseignement officiel subventionné et dans l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'enseignement secondaire spécialisé visé à l'article 45, 1°, 2° et 3°, demeure organisé à raison de 32 périodes à 36 périodes lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé visés à l'article 45, 1°, 2° et 3°, et dispensés du cours de religion ou de morale non confessionnelle, participent obligatoirement à une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 8, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement. ».

Art. 16. Dans le même décret, un article 94*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« Article 94*bis*. § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement secondaire spécialisé organisé par la Communauté française et les établissements d'enseignement secondaire spécialisé de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours est dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, sur la base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide du type d'enseignement comme déterminé à l'article 91 du présent décret.

§ 2. Le nombre de groupes du cours le plus suivi est multiplié par deux pour déterminer le nombre de périodes qui font partie du capital-périodes utilisable.

Ce nombre est multiplié par le nombre de cours organisés pour connaître le nombre maximal de périodes qui peuvent être utilisées pour l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

§ 3. Le cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé par groupe.

Un groupe comprend une période de cours.

§ 4. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes.

§ 5. Au-delà des périodes nécessaires à l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté, ne peuvent être prélevées du nombre maximal de périodes que les périodes nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2017, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du présent décret, et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre maximal de périodes visé au paragraphe 2, alinéa 2, ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

Les périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel.

Pour les établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française, de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, des périodes supplémentaires sont octroyées automatiquement pour tout membre du personnel engagé ou désigné en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté dans le cadre des mesures définies par la section VII du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et par les dispositions transitoires reprises au chapitre XI quater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre X ter l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, en vue de l'obtention du certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté. Ces périodes seront octroyées lors de chaque année scolaire jusqu'au 30 juin 2021, à raison de 2 périodes par membre du personnel.

Lorsque le membre du personnel exerce à la fois la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté et la fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, ces deux périodes sont prises prioritairement dans ses attributions en qualité de professeur de morale non confessionnelle ou de religion au sein du pouvoir organisateur concerné.

Si les périodes ne sont pas prises dans lesdites attributions, le membre du personnel doit avoir été engagé ou désigné au minimum pour trois périodes dans le Pouvoir organisateur au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté.

Dans ces deux cas, le membre du personnel continue à effectivement prêter en qualité de professeur de philosophie et de citoyenneté au sein du Pouvoir organisateur concerné au moins 1 période, sauf en cas d'absence pour cause de maternité, maladie, incapacité de travail causée par un accident de travail, et pour les congés suivants : congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour assister un membre du ménage ou de la famille gravement malade ou lui octroyer des soins.

Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires pour le remplacement du membre du personnel concerné. Ces périodes seront attribuées, selon le cas, à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, auprès duquel le membre du personnel concerné a la charge la plus importante. Dans le cas où la charge du membre du personnel est égale dans chacun des Pouvoirs organisateurs concernés, le choix de l'emploi concerné par ce remplacement revient au membre du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ces périodes peuvent être attribuées à un autre établissement ou Pouvoir organisateur, lorsque l'attribution de ces périodes permet de réduire le nombre d'implantations dans lesquelles le membre du personnel exerce effectivement ses fonctions.

En outre, lorsque les périodes octroyées en application des dispositions ci-avant ne permettent pas d'attribuer, au sein de l'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou au sein du Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, aux membres du personnel définitifs, temporaires prioritaires ou stagiaires, ou temporaires stagiaires, un volume de charge horaire équivalent à leurs attributions au 30 juin 2017, conformément à l'ordre de priorité défini par la section VII du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et par les dispositions transitoires reprises au chapitre XI^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre X^{ter} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel, le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit, auprès de l'Administration, un document justifiant qu'il utilise, pour ce faire, un nombre déterminé de périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation conformément aux dispositions visées ci-après.

Les périodes visées à l'alinéa précédent seront utilisées exclusivement pour permettre :

- 1) l'organisation d'activités, dans le cadre du cours de philosophie et de citoyenneté, au sein d'un même établissement ;
- 2) l'organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation.

Des périodes supplémentaires sont également attribuées au membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou stagiaire qui, malgré l'application préalable des dispositions énumérées ci-avant, n'a pas retrouvé un volume de charge horaire équivalent à ses attributions au 30 juin 2017 ou qui devrait effectuer des prestations dans plus de 6 implantations tous Pouvoirs organisateurs confondus. Ces périodes sont octroyées à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, selon le cas, auprès duquel le volume de charge horaire du membre du personnel concerné est le plus important au 30 juin 2017. Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, doit introduire auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation par implantation conformément aux dispositions visées ci-après.

Le membre du personnel concerné est affecté aux tâches suivantes :

- 1° organisation et surveillance d'activités au sein de la médiathèque ;
- 2° encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté ;
- 3° organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation ;
- 4° accompagnement d'activités de groupes d'élèves à l'extérieur de l'établissement.

L'utilisation de ces périodes supplémentaires est autorisée dès le 1^{er} septembre et ce jusqu'au 30 juin suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Elle est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Les services prestés dans le cadre des périodes supplémentaires visées au présent paragraphe sont en tous points assimilés aux services prestés dans le cadre organique. Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif.

§ 6. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle, de philosophie et de citoyenneté et la 2^{ème} période liée à la dispense dès le 1^{er} septembre 2017. ».

SECTION IX. — Disposition modifiant le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française

Art. 17. A l'article 21 du décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, les mots « cesse de produire ses effets » sont remplacés par les mots « les articles 3, 4, 7, 9, 10 et 16 à 20 cessent de produire leurs effets ».

SECTION X. — Disposition abrogatoire.

Art. 18. Les articles 12 à 15 de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Mesures transitoires concernant la dévolution des emplois pour le cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire - Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

SECTION I^{re}. — Dispositions relatives aux membres
du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 19. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est inséré un chapitre XI^{quater} rédigé comme suit :

Chapitre XI^{quater} – Dispositions transitoires et dérogoires relatives à la création des fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté aux degrés inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice

Article 169^{octies} – Lors de la création d'un cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} septembre 2017, tous les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 30 juin 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, au degré inférieur ou supérieur, sont réputés perdre la moitié de la charge pour laquelle ils bénéficient d'une garantie de traitement. Les membres du personnel désignés comme temporaires, temporaires prioritaires ou stagiaires en ce qui concerne les professeurs de religion, sont également réputés ne pouvoir être désignés à nouveau que pour la moitié du nombre de périodes dont ils bénéficiaient au 30 juin 2017.

Ces membres du personnel bénéficient des dérogations aux règles statutaires de dévolution des emplois faisant l'objet du présent chapitre et sont repris dans un classement unique pour la fonction de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté au degré inférieur et au degré supérieur, pour l'année scolaire 2017-2018, selon l'ordre de dévolution de l'article 169^{nonies}.

Article 169^{nonies} - § 1^{er} - Par dérogation aux règles statutaires habituelles, lors de l'année scolaire 2017-2018, les fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté, au degré inférieur ou supérieur, sont prioritairement confiées selon l'ordre suivant :

1° aux membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sous conditions pour eux :

1) d'être, au degré inférieur, porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et au degré supérieur, d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié(s) d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française, au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004, sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui peut faire valoir la plus grande ancienneté de service telle que calculée à l'article 3^{sexies}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 du présent arrêté, et s'il échec, telle que calculée à l'article 47^{decies} de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ;

2° aux membres du personnel désignés dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaires prioritaires, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteurs d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge horaire qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans la fonction de professeur de morale non confessionnelle, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de religion ;

3° aux membres du personnel désignés dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaires prioritaires, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de morale non confessionnelle, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de religion ;

4° aux membres du personnel désignés jusqu'au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteurs d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de charge qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de morale non confessionnelle, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de religion ;

5° aux membres du personnel désignés jusqu'au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, sous conditions par eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de charge qui était le leur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de morale non confessionnelle, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de religion.

§ 2. Lors de l'application du § 1^{er}, les membres du personnel visés à ce § 1^{er} ne peuvent pas se voir attribuer un nombre total des périodes de philosophie et citoyenneté supérieur au nombre de périodes de morale et d'encadrement pédagogique alternatif qui leur étaient attribuées au 30 juin 2017.

§ 3. Lorsqu'après application du paragraphe précédent, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

Article 169*decies*. § 1^{er}. Les membres du personnel qui se voient attribuer des périodes de philosophie et citoyenneté en vertu de l'article 169*nomies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, sont réputés en rappel à l'activité de service à durée indéterminée ; ce rappel est automatiquement reconduit chaque année.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de l'administration, sans qu'elle puisse la refuser, la non-reconduction du rappel à l'activité de service à durée indéterminée. La demande doit avoir été faite auprès de l'administration par courrier recommandé pour le 1^{er} mai pour l'année scolaire suivante.

Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de son rappel provisoire à durée indéterminée, il perd le bénéfice des dispositions transitoires du présent chapitre.

§ 2. La nomination dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté peut intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2021, acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Si cette nomination dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté n'est pas intervenue dans le délai imparti faute d'obtention du certificat requis, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de professeur de morale retourne dans son ancienne fonction dans laquelle son ancienneté de fonction est augmentée à concurrence de ses prestations dans la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté.

Article 169*undecies*. § 1^{er}. À titre transitoire pour la seule année scolaire 2017-2018, les professeurs de morale temporaires prioritaires visés à l'article 169*nomies*, § 1^{er}, 2^o et 3^o, qui exercent effectivement la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté au 1^{er} septembre 2017 :

1° s'ils remplissent les conditions de nomination, conservent leur droit à la nomination à titre définitif dans leur ancienne fonction au cours de l'année scolaire 2017-2018, même s'ils exercent désormais la totalité de leur charge en qualité de professeur de philosophie et citoyenneté et seront nommés au 1^{er} janvier 2018 dans leur fonction initiale de professeur de morale. A cette date, l'exercice de leur fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté est assuré par l'octroi automatique, dans cette fonction initiale, d'un congé pour l'exercice d'une autre fonction comme prévu dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974, article 14, point 3.

2° s'ils ne remplissent pas les conditions de nomination, peuvent retourner dans leur ancienne fonction, où leur nombre de candidatures et leur ancienneté de fonction sont augmentés à concurrence de leurs prestations dans le cours de philosophie et citoyenneté.

Le retour dans la fonction d'origine visé à l'alinéa précédent est définitif et le membre du personnel concerné perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent chapitre.

§ 2. Les membres du personnel temporaires prioritaires visés à l'alinéa précédent, perdent le bénéfice des mesures transitoires fixées au présent chapitre, si au 1^{er} septembre 2021, ils ne répondent pas aux conditions suivantes :

1°) avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige ;

2°) avoir acquis, dans le cas échéant, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Article 169*duodecies* - § 1^{er}. Les membres du personnel temporaires visés à l'article 169*nonies*, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, sont repris dans le classement des candidats à la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté en bénéficiant du nombre des candidatures dont ils disposent dans la fonction de professeur de morale le cas échéant.

§ 2. Les membres du personnel temporaires visés à l'alinéa précédent, perdent le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent chapitre, si au 1^{er} septembre 2021, ils ne répondent pas aux conditions suivantes :

1^o) avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige ;

2^o) avoir acquis, dans le cas échéant, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Article 169*terdecies*. Au sein de la même implantation, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées au présent chapitre ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction face au même élève concomitamment avec une charge de professeur de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève :

1^o si celui-ci relève de l'enseignement de forme 1 et 2 ;

ou

2^o si celui-ci relève de l'enseignement de forme 3 et 4 mais que les spécificités du public visé le requièrent. Cette spécificité est dûment constatée au sein du comité de concertation de base. ».

Art. 20. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française est inséré un chapitre *Xter* rédigé comme suit :

Chapitre *Xter* – Dispositions transitoires et dérogatoires relatives à la création des fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté aux degrés inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire de plein exercice

Article 49*octies*. Lors de la création d'un cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} septembre 2017, tous les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 30 juin 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, au degré inférieur ou supérieur, sont réputés perdre la moitié de la charge pour laquelle ils bénéficient d'une garantie de traitement. Les membres du personnel désignés comme temporaires, temporaires prioritaires ou stagiaires en ce qui concerne les professeurs de religion, sont également réputés ne pouvoir être désignés à nouveau que pour la moitié du nombre de périodes dont ils bénéficiaient au 30 juin 2017.

Ces membres du personnel bénéficient des dérogations aux règles statutaires de dévolution des emplois faisant l'objet du présent chapitre et sont repris dans un classement unique pour la fonction de professeur de cours de philosophie et citoyenneté au degré inférieur et au degré supérieur, pour l'année scolaire 2017-2018, selon l'ordre de dévolution de l'article 49*nonies*.

Article 49*nonies*. § 1^{er}. Par dérogation aux règles statutaires habituelles, lors de l'année scolaire 2017-2018, les fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté, au degré inférieur ou supérieur, sont prioritairement confiées selon l'ordre suivant :

1^o aux membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2017 dans une fonction de professeur de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sous conditions pour eux :

1) d'être, au degré inférieur, porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et au degré supérieur, d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié(s) d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française, au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004, sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus ;

3) de s'être porté candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge horaire qui était la leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui peut faire valoir la plus grande ancienneté de service telle que calculée à l'article 47*decies* du présent arrêté, ou s'il échet, calculée à l'article 3*sexies*, § 1 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

2° aux membres du personnel désignés dans une fonction de professeur de religion, respectivement au degré inférieur et supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de stagiaires, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteurs d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus ;

4) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge horaire qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de religion, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de morale non confessionnelle ;

3° aux membres du personnel désignés dans une fonction de professeur de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de stagiaires, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus ;

3) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de religion, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de morale non confessionnelle ;

4° aux membres du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeur de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteurs d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus ;

4) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de charge qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de religion, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de morale non confessionnelle ;

5° aux membres du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeur de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaires, sous conditions pour eux :

1) d'être porteurs au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription ;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus ;

3) de s'être portés candidats pour cette fonction auprès de l'Administration selon les modalités prévues par circulaire, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017. Les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de charge qui était le leur au sein des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où plusieurs candidats devraient être départagés, est désigné le membre du personnel qui dispose du plus grand nombre de candidatures dans sa fonction de professeur de religion, ou s'il échec, dans la fonction de professeur de morale non confessionnelle.

§ 2. Lors de l'application du § 1^{er}, les membres du personnel visés à ce § 1^{er} ne peuvent pas se voir attribuer un nombre total des périodes de philosophie et citoyenneté supérieur au nombre de périodes de religion et d'encadrement pédagogique alternatif qui leur étaient attribuées au 30 juin 2017.

§ 3. Lorsqu'après application des paragraphes précédents, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

Article 49*decies*. – § 1^{er}.- Les membres du personnel qui se voient attribuer des périodes de philosophie et citoyenneté en vertu de l'article 49*nonies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, sont réputés en rappel à l'activité de service à durée indéterminée ; ce rappel est automatiquement reconduit chaque année.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de l'administration, sans qu'elle puisse la refuser, la non-reconduction du rappel à l'activité de service à durée indéterminée. La demande doit avoir été faite auprès de l'administration, par courrier recommandé, pour le 1^{er} mai pour l'année scolaire suivante.

Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées ou demande la non-reconduction de son rappel provisoire à durée indéterminée, il perd le bénéfice des dispositions transitoires du présent chapitre.

§ 2. La nomination dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté pourra intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2021, acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Si cette nomination dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté n'a pu intervenir dans le délai imparti faute d'obtention du certificat requis, le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de professeur de religion pourra revenir dans son ancienne fonction dans laquelle son ancienneté de fonction est augmentée à concurrence de ses prestations dans la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté.

Article 49*undecies*. § 1^{er}. A titre transitoire pour la seule année scolaire 2017-2018, les professeurs de religion stagiaires visés à l'article 49*nonies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, et qui exercent effectivement la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} septembre 2017 :

1° s'ils remplissent les conditions de nomination, conservent leur droit à la nomination à titre définitif dans leur ancienne fonction au cours de l'année scolaire 2017-2018, même s'ils exercent désormais la totalité de leur charge horaire en qualité de professeur de philosophie et de citoyenneté et seront nommés au 1^{er} septembre 2017 dans leur fonction initiale de professeur de religion. A cette date, l'exercice de leur fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté est assuré par l'octroi automatique, dans leur fonction initiale, d'un congé pour l'exercice d'une autre fonction comme prévu dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974, article 14, point 3 ;

2° s'ils ne remplissent pas les conditions de nomination, peuvent revenir dans leur ancienne fonction, où leur nombre de candidatures est augmenté à concurrence de leurs prestations dans le cours de philosophie et citoyenneté.

Le retour dans la fonction d'origine visé à l'alinéa précédent est définitif et le membre du personnel concerné perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires du présent chapitre.

§ 2. Les membres du personnel stagiaires visés à l'alinéa précédent, perdent le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent chapitre, si au 1^{er} septembre 2021, ils ne répondent pas aux conditions suivantes :

1°) avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige ;

2°) avoir acquis, le cas échéant, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Article 49*duodecies*. — § 1^{er}. Les membres du personnel temporaires visés à l'article 49*nonies*, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, sont repris dans le classement des candidats à la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté en bénéficiant du nombre des candidatures et de l'ancienneté dont ils disposent dans la fonction de professeur de religion, le cas échéant.

§ 2. Les membres du personnel temporaires visés à l'alinéa précédent, perdent le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent chapitre, si au 1^{er} septembre 2021, ils ne répondent pas aux conditions suivantes :

1°) avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige ;

2°) avoir acquis, le cas échéant, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Article 49*terdecies*. Au sein de la même implantation, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées au présent chapitre ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction face au même élève concomitamment avec une charge de professeur de religion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève :

1° si celui-ci relève de l'enseignement de forme 1 et 2 ;

ou

2° si celui-ci relève de l'enseignement de forme 3 et 4 mais que les spécificités du public visé le requièrent. Cette spécificité est dûment constatée au sein du comité de concertation de base. ».

SECTION II. — Dispositions relatives aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française

Art. 21. § 1^{er}. Au chapitre II du titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est ajouté une section VII intitulée : « Section VII. Dispositions transitoires propres aux fonctions de professeurs de philosophie et de citoyenneté exercées dans l'enseignement secondaire ».

§ 2. Dans la section VII, du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 1 intitulée : « Sous-section 1^{re} – Dispositions transitoires propres à l'enseignement officiel subventionné ».

Art. 22. Dans la sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293*septdecies*/3 rédigé comme suit :

« Article 293*septdecies*/3. Lors de la création du cours de philosophie et citoyenneté au 1^{er} septembre 2017, tous les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 30 juin 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sont réputés perdre la moitié de leurs attributions.

Les membres du personnel temporaires désignés dans les mêmes fonctions lors de l'année scolaire précédente, sont également réputés ne pouvoir être désignés à nouveau que pour un volume de charge équivalent à la moitié des attributions dont ils bénéficiaient au 30 juin 2017. ».

Art. 23. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293*septdecies*/4 rédigé comme suit :

« Article 293*septdecies*/4. Avant d'effectuer les attributions des périodes de philosophie et citoyenneté, le Pouvoir organisateur procède en son sein, en faveur des membres de son personnel définitifs qui ne répondraient pas aux conditions fixées au § 1^{er} de l'article 293*septdecies*/5 du présent décret, à l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la perte partielle de périodes et opère les réaffectations et rappels provisoires à l'activité qui seraient possibles, conformément aux dispositions fixées en la matière respectivement par le chapitre 9 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés. Pour l'application du présent article, les mesures préalables et opérations de réaffectation sont limitées aux fonctions de professeur de morale ou religion. ».

Art. 24. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293*septdecies*/5 rédigé comme suit :

« Article 293*septdecies*/5. § 1^{er}. Lors de l'année scolaire 2017-2018, par dérogation aux règles statutaires fixées au chapitre III du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné, les fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté, au degré inférieur ou au degré supérieur, devront d'abord être confiées au sein du Pouvoir organisateur selon l'ordre suivant :

1° au(x) membre(s) du personnel bénéficiant(s) d'une nomination à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre

correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française, au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004, sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur lors de l'année scolaire précédente au 30 juin.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les professeurs de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction.

Les membres du personnel qui se voient ainsi attribuer des périodes de philosophie et citoyenneté sont considérés, au prorata du volume de périodes réputé perdu à l'article 293septdecies/3, en réaffectation temporaire, au sens de l'article 79, 4^o, du décret du 10 mars 2006 précité et de l'article 2, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité.

Pour les périodes supplémentaires accordées au-delà du volume de périodes réputé perdu visé à l'alinéa précédent, et dans la limite de leurs attributions au 31 août 2017, ils bénéficient d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

2^o au(x) membre(s) du personnel désigné(s) dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les professeurs de religion, de l'article 23, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteur(s) d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les professeurs de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

3° au(x) membre(s) du personnel désigné(s) dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les professeurs de religion, de l'article 23, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les professeurs de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

4° au(x) membre(s) du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, au sens respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, de l'article 20 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les professeurs de religion, de l'article 20, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteur(s) d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les professeurs de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

5° au(x) membre(s) du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, au sens respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, de l'article 20 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les professeurs de religion, de l'article 20, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les professeurs de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les professeurs de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, le membre du personnel ne peut pas se voir attribuer un nombre total des périodes de philosophie et citoyenneté supérieur au nombre total de périodes de morale, religion et d'encadrement pédagogique alternatif qui lui étaient attribuées au 30 juin 2017. ».

Art. 25. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293septdecies/6 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/6. § 1^{er}. Les professeurs de religion et de morale non confessionnelle visés aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/5, voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises respectivement auprès du Pouvoir organisateur dans le cadre du décret du 10 mars 2006 précité ou du 6 juin 1994 précité, réputées comme ancienneté de fonction acquise au sens de l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité en qualité de professeurs de philosophie et de citoyenneté, respectivement au degré inférieur ou supérieur selon le cas.

Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction.

§ 2. Les professeurs de religion et de morale non confessionnelle temporaires, visés aux 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/5, voient, à partir du 1^{er} septembre 2017, leurs prestations dans la nouvelle fonction de professeur de philosophie et citoyenneté comptabilisée à la fois dans le calcul d'ancienneté de leur nouvelle et de leur ancienne fonction.

Le bénéficiaire de la disposition visée à l'alinéa précédent trouve à s'appliquer jusqu'à la nomination du membre du personnel dans la nouvelle fonction de professeur de philosophie et citoyenneté au prorata des périodes concernée par cette nouvelle nomination, et au plus tard jusqu'au 31 août 2021. ».

Art. 26. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293septdecies/7 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/7. A titre transitoire pour la seule année scolaire 2017-2018, les professeurs de religion et de morale non confessionnelle temporaires prioritaires, visés aux 2^o et 3^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/5, ayant fait acte de candidature à la nomination à titre définitif dans les conditions et formes requises respectivement à l'article 31 du décret du 10 mars 2006 et à l'article 30 du décret du 6 juin 1994 au cours de l'année scolaire 2016-2017, conservent leur droit à cette nomination à titre définitif dans leur ancienne fonction au cours de l'année scolaire 2017-2018, même s'ils prestent désormais entièrement au sein du pouvoir organisateur en qualité de professeur de philosophie et citoyenneté.

Cette nomination à titre définitif s'effectue dans le respect des règles statutaires en vigueur, telles que fixées aux chapitres III, sections 3 du décret du 6 juin 1994 et du décret du 10 mars 2006. À sa demande, par dérogation à l'article 30, § 1^{er}, dernier alinéa, du décret du 6 juin 1994 précité pour le professeur de morale, ou par dérogation à l'article 31, § 1^{er}, dernier alinéa, du décret du 10 mars 2006 précité pour le professeur de religion, le membre du personnel visé par cet article peut bénéficier de cette nomination sans mettre fin à ses fonctions comme professeur de philosophie et citoyenneté. Dans ce cas, un congé pour exercer provisoirement une autre fonction lui est accordé d'office par son Pouvoir organisateur. ».

Art. 27. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293septdecies/8 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/8. § 1^{er}. La réaffectation temporaire des membres du personnel définitifs visés au 1^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/5, sera reconduite automatiquement, selon les règles fixées en la matière par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du décret du 6 juin 1994 précité, et ce sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction l'exige.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de son Pouvoir organisateur, sans qu'il puisse la refuser, la non-reconduction de sa réaffectation temporaire. La demande doit avoir été faite par courrier recommandé avant le 31 mai pour l'année scolaire suivante.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 2. Le congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement des membres du personnel définitifs visés au 1^o du même article sera reconduit automatiquement tant que leur désignation sera également reconduite selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret du 6 juin 1994 précité, et jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 3. Pour les membres du personnel temporaire visés au 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/5, leur désignation sera reconduite selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret 6 juin 1994 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 :

1^o) acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige ;

2^o) acquis, dans le cas du 3^o et 5^o, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 4. Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de sa réaffectation temporaire, il perd le bénéfice des dispositions transitoires de la présente section. ».

Art. 28. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 21, est inséré un article 293septdecies/9 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/9. Au sein du même établissement, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente section ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction face au même élève concomitamment avec une charge de professeur de religion ou de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève :

1^o si celui-ci relève de l'enseignement de forme 1 et 2 ;

ou

2^o si celui-ci relève de l'enseignement de forme 3 et 4 mais que les spécificités du public visé le requièrent. Cette spécificité est dûment constatée au sein de la commission paritaire locale du pouvoir organisateur concerné. ».

Art. 29. Dans la section VII du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 2 intitulée :

« Sous-section 2. – Dispositions transitoires propres à l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel ».

Art. 30. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/10 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/10. – Lors de la création du cours de philosophie et citoyenneté au 1^{er} septembre 2017, tous les membres du personnel bénéficiant d'une nomination à titre définitif avant le 30 juin 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sont réputés perdre la moitié de leurs attributions.

Les membres du personnel temporaires désignés dans les mêmes fonctions lors de l'année scolaire précédente, sont également réputés ne pouvoir être désignés à nouveau que pour un volume de charge équivalent à la moitié des attributions dont ils bénéficiaient au 30 juin 2017. ».

Art. 31. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/11 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/11. Avant d'effectuer les attributions des périodes de philosophie et citoyenneté nouvellement créées, le Pouvoir Organisateur procède en son sein, en faveur des membres de son personnel définitifs qui ne répondraient pas aux conditions fixées par le § 1^{er} de l'article 293septdecies/12 du présent décret, à l'application des mesures préalables à la mise en disponibilité par défaut d'emploi et à la perte partielle de charge et opère les réaffectations et remises au travail qui seraient possibles, conformément aux dispositions fixées en la matière par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés. Pour l'application du présent article, les mesures préalables, les opérations de réaffectation sont limitées aux fonctions de professeur de morale ou religion. ».

Art. 32. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/12 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/12. § 1^{er}. Lors de l'année scolaire 2017-2018, par dérogation aux règles statutaires fixées au chapitre III du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, les fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté au degré inférieur ou au degré supérieur devront être confiée au sein du Pouvoir Organisateur au membre de son personnel selon l'ordre suivant :

1^o au(x) membre(s) du personnel bénéficiant(s) d'une nomination à titre définitif avant le 1^{er} septembre 2017 dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur ou d'un diplôme de master, licence, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française, au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004, sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction.

Les membres du personnel qui se voient ainsi attribuer des périodes de philosophie et citoyenneté sont considérés, au prorata du volume de charge horaire réputé perdu à l'article 293*septdecies*/10, en réaffectation temporaire, au sens de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 précité.

Pour les périodes supplémentaires accordées au-delà du volume de charge réputé perdu visé à l'alinéa précédent, et dans la limite de leurs attributions au 31 août 2017, ils bénéficient d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3^o et 4^o, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

2^o au(x) membre(s) du personnel désigné(s) dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteur(s) d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

3^o au(x) membre(s) du personnel désigné(s) dans une fonction de professeur de morale non confessionnelle ou de religion, respectivement au degré inférieur ou supérieur, au cours de l'année scolaire 2016-2017 en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

4° au(x) membre(s) du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 180 jours au moins, dans une fonction de professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, au sens de l'article 30 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'être porteur(s) d'un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

3) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats pour la totalité du volume de charge horaire qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction ;

5° au(x) membre(s) du personnel en activité de service au 30 juin 2017, ayant acquis une ancienneté de 180 jours au moins, dans une fonction de professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, respectivement au degré inférieur ou supérieur, et revêtant la qualité de temporaire, au sens de l'article 30 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :

1) d'être porteur(s) au moins d'un diplôme de bachelier, graduat, AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré inférieur, ou d'un diplôme de master, licence, AESS ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études au degré supérieur ;

2) d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2017, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale, ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :

a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;

b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement, et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés d'un établissement d'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée ci-dessus;

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 31 juillet 2017.

Dans l'enseignement ordinaire, les membres du personnel sont obligatoirement candidats à concurrence du volume de périodes qui était le leur au sein du Pouvoir organisateur au 30 juin 2017.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur doit départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité. En cas d'égalité, il est fait référence à l'ancienneté de fonction.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, le membre du personnel ne peut pas se voir attribuer un nombre total des périodes de philosophie et citoyenneté supérieur au nombre total de périodes de morale, religion et d'encadrement pédagogique alternatif qui lui étaient attribuées au 30 juin 2017.

Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, il perd le bénéfice des dispositions transitoires de la section VII. ».

Art. 33. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/13 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/13. Les membres du personnel visés aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/12, voient leurs anciennetés de fonction acquise auprès du Pouvoir organisateur en qualité de professeurs de religion ou de morale non confessionnelle, réputées comme ancienneté de fonction acquise, au sens de l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité, en qualité de professeur de philosophie et de citoyenneté, respectivement au degré inférieur ou supérieur selon le cas.

Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction.

§ 2 Les professeurs de religion et de morale non confessionnelle temporaires, visés aux 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/12, voient, à partir du 1^{er} septembre 2017, leurs prestations dans la nouvelle fonction de professeur de philosophie et citoyenneté comptabilisées à la fois dans le calcul d'ancienneté de leur nouvelle et de leur ancienne fonction.

Le bénéficiaire de la disposition visée à l'alinéa précédent trouve à s'appliquer jusqu'à la nomination du membre du personnel dans la nouvelle fonction de professeur de philosophie et citoyenneté, au prorata de la charge concernée par cette nouvelle nomination, et au plus tard jusqu'au 31 août 2021. ».

Art. 34. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/14 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/14. A titre transitoire pour la seule année scolaire 2017-2018, les professeurs de religion et de morale non confessionnelle temporaires prioritaires, visés aux 2^o et 3^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/12, ayant fait acte de candidature à l'engagement à titre définitif dans les conditions et formes requises à l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993 au cours de l'année scolaire 2016-2017, conservent leur droit à cet engagement à titre définitif dans leur ancienne fonction au cours de l'année scolaire 2017-2018, même s'ils prestent désormais entièrement au sein du Pouvoir organisateur en qualité de professeur de philosophie et citoyenneté.

Cet engagement à titre définitif s'effectue dans le respect des règles statutaires en vigueur, telles que fixées au chapitre III du décret du 1^{er} février 1993. A sa demande, par dérogation à l'article 42 § 1^{er}, 9^o du décret du 1^{er} février 1993 précité, le membre du personnel visé par cet article peut bénéficier de cet engagement à titre définitif sans mettre fin à ses fonctions comme professeur de philosophie et citoyenneté. Dans ce cas, un congé pour exercer provisoirement une autre fonction lui est accordé d'office par son Pouvoir organisateur. ».

Art. 35. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/15 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/15. § 1^{er}. La réaffectation temporaire des membres du personnel définitifs visés au 1^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/12, sera reconduite automatiquement, selon les règles fixées en la matière par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions d'engagement à titre définitif fixées à l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité, et ce sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction l'exige.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de son Pouvoir organisateur, sans qu'il puisse la refuser, la non-reconduction de sa réaffectation temporaire. La demande doit avoir été faite par courrier recommandé pour le 15 mai pour l'année scolaire suivante.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 2. Le congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement des membres du personnel définitifs visés au 1^o du même article sera reconduit automatiquement tant que leur désignation sera également reconduite selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret du 1^{er} février 1993, et jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 42 du même décret du 1^{er} février 1993, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 3. Pour les membres du personnel temporaire visés au 2^o, 3^o, 4^o et 5^o du § 1^{er} de l'article 293septdecies/12, leur engagement sera reconduit selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret du 1^{er} février 1993 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 42 du même décret du 1^{er} février 1993, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2021 :

1^o) acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction l'exige;

2^o) acquis, dans le cas du 3^o et 5^o, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répond pas au 1^{er} septembre 2021 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 4. Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de sa réaffectation temporaire, il perd le bénéfice des dispositions transitoires de la présente section. ».

Art. 36. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 29, est inséré un article 293septdecies/16 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/16. Au sein du même établissement, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente sous-section ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction face au même élève, concomitamment avec une charge de professeur de religion ou de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève :

1° si celui-ci relève de l'enseignement de forme 1 et 2 ;

ou

2° si celui-ci relève de l'enseignement de forme 3 et 4 mais que les spécificités du public visé le requièrent. Cette spécificité est dûment constatée au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, de la délégation syndicale du pouvoir organisateur concerné. ».

SECTION III. — Dispositions relatives aux membres du personnel de l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 37. Dans la section VII du chapitre II du titre III du même décret du 11 avril 2014 est créée une sous-section 3 intitulée :

Sous-section 3. — Dispositions transitoires relatives à la rémunération

Art. 38. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 37, est inséré un article 293septdecies/17 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/17. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou réunissant les conditions fixées à l'article 285 du présent décret au 31 août 2017 et visés aux sous-sections 1 et 2 du présent titre ainsi qu'aux chapitres XIquater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité et Xter de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité, bénéficient lorsqu'ils y sont recrutés, sans limite de temps, des échelles de traitement attachées aux nouvelles fonctions de professeur de philosophie et de citoyenneté, respectivement selon le cas au degré inférieur ou supérieur, sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction d'origine leur procure une rémunération plus élevée.

Pour les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire débutant le 1^{er} septembre 2017 et prenant fin, au plus tard, le 30 juin 2018, le bénéfice de l'échelle de traitement afférente à la fonction d'origine, lorsqu'elle est plus favorable, ne vaut que pour l'année scolaire 2017-2018 ».

Art. 39. Dans la section VII du chapitre II du titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est créée une sous-section 4 intitulée :

Sous-section 4. — Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et de la citoyenneté

Art. 40. Dans la sous-section 4, insérée par l'article 39, est inséré un article 293septdecies/18 rédigé comme suit :

« Article 293septdecies/18. — Par mesure transitoire, dans l'attente de la création du certificat prévu à l'article 24bis, alinéa 3 du présent décret et au plus tard jusqu'au 1^{er} septembre 2021, la possession de ce certificat pour l'exercice de la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté n'est pas exigée.

Pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, les professeurs de philosophie et citoyenneté ne peuvent être désignés en qualité de temporaires prioritaires et être nommés qu'à partir du 1^{er} septembre 2021, sauf ceux visés par les dispositions transitoires de la section VII du chapitre II du titre III du décret du 11 avril 2014.

Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les professeurs de philosophie et citoyenneté ne peuvent être désignés en qualité de temporaires prioritaires qu'à partir du 1^{er} septembre 2021 et être nommés qu'à partir du 1^{er} janvier 2022, sauf ceux visés par les dispositions transitoires reprises au chapitre XIquater de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre Xter de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française.

Le membre du personnel dont le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de la fonction de professeur de philosophie et de citoyenneté, exige la possession du certificat prévu à l'article 24bis, alinéa 3, ne pourra être nommé que lorsqu'il sera détenteur de ce certificat. ».

TITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement fondamental

CHAPITRE I^{er}. — *Mesures relatives au mode de calcul du nombre de périodes utilisables pour l'organisation des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental*

SECTION I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 41. À l'article 39 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, un § 2bis est inséré, rédigé comme suit :

« § 2bis. Pour les établissements visés au § 1^{er}, des périodes supplémentaires sont octroyées automatiquement pour le remplacement de tout membre du personnel engagé ou désigné en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté dans le cadre des mesures définies par la section VI du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, en vue de permettre au membre du personnel concerné de suivre le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté. Ces périodes seront octroyées lors de chaque année scolaire jusqu'au 30 juin 2021, à raison de 2 périodes par membre du personnel.

Lorsque le membre du personnel exerce à la fois la fonction de maître de philosophie et citoyenneté et la fonction de maître de morale non confessionnelle ou religion, ces deux périodes sont prises prioritairement dans ses attributions en qualité de maître de morale non confessionnelle ou religion au sein du pouvoir organisateur concerné.

Si les périodes ne sont pas prises dans les dites attributions, le membre du personnel doit avoir été engagé ou désigné au minimum pour 3 périodes dans le Pouvoir organisateur au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté.

Dans les deux cas, le membre du personnel continue à effectivement prêter en qualité de maître de philosophie et citoyenneté au sein du Pouvoir organisateur concerné au moins 1 période, sauf en cas d'absence pour cause de maternité, maladie, incapacité de travail causée par un accident de travail, et pour les congés suivants : congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour assister un membre du ménage ou de la famille gravement malade ou lui octroyer des soins.

Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires pour le remplacement du membre du personnel concerné. Ces périodes seront attribuées, selon le cas, à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, auprès duquel le membre du personnel concerné a la charge la plus importante. Dans le cas où la charge du membre du personnel est égale dans chacun des Pouvoirs organisateurs concernés, le choix de l'emploi concerné par ce remplacement revient au membre du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ces périodes peuvent être attribuées à un autre établissement ou Pouvoir organisateur, lorsque l'attribution de ces périodes permet de réduire le nombre d'implantations dans lesquelles il exerce effectivement ses fonctions. ».

Art. 42. Au § 3 de l'article 39 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « aux mesures définies par la section VI du chapitre II du Titre III du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française » ;

2° l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« De ce nombre de périodes globalisées visé à l'alinéa précédent est automatiquement prélevé un nombre de périodes pour des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française dont le RLMOD et les périodes supplémentaires octroyées en vue de l'obtention du certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté en application du § 2^{bis} ne permettent pas d'attribuer aux maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs, temporaires prioritaires ou temporaires stagiaires, un volume de charge équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016, conformément à l'ordre de priorité défini par la section VI du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel. » ;

3° un alinéa 6 nouveau est inséré, rédigé comme suit :

« Des périodes supplémentaires destinées à couvrir un volume de charge équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016 sont également prélevées pour le membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou temporaire stagiaire qui devrait effectuer des prestations dans plus de 6 implantations, tous Pouvoirs organisateurs confondus. Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, doit introduire auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires. » ;

4° un alinéa 7 nouveau est inséré, rédigé comme suit :

« Les périodes visées aux alinéas 5 et 6 seront utilisées exclusivement pour les maîtres de religion et de morale non confessionnelle concernés et pour permettre :

1° soit d'encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté. Elles augmentent, le cas échéant, les nombres de groupes déterminés conformément au § 1^{er} ;

2° soit l'organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation ;

3° soit l'accompagnement d'activités de groupes d'élèves à l'extérieur de l'établissement. » ;

5° un alinéa 8 nouveau est inséré, rédigé comme suit :

« L'utilisation de ces périodes est autorisée du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, après avoir pris l'avis des organes de concertations visés à l'article 25. » ;

6° les alinéas 6 à 8 actuels sont renumérotés alinéas 9 à 11 ;

7° à l'alinéa 9 nouveau, les termes « visés à l'alinéa précédent » sont remplacés par « des nombres de périodes visés au § 2^{bis} et aux alinéas 5 et 6 du présent paragraphe » ;

8° un nouvel et dernier alinéa 12 est inséré, rédigé comme suit :

« Les services prestés dans le cadre des périodes supplémentaires instituées au présent paragraphe sont en tout point assimilés aux services prestés dans le cadre organique. Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

SECTION II. — Mesures relatives au mode de calcul du nombre de périodes utilisables pour l'organisation des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental spécialisé

Art. 43. L'alinéa 2 de l'article 18 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est remplacé par ce qui suit :

« Dans les établissements d'enseignement primaire spécialisé organisé par la Communauté française et les établissements d'enseignement primaire spécialisé de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'enseignement primaire spécialisé demeure organisé à raison de 28 périodes de 50 minutes lorsque l'élève est dispensé du cours de religion ou de morale non confessionnelle. Les élèves dispensés participent obligatoirement à une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. ».

Art. 44. A l'article 43^{bis} du même décret, le § 5, est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Au-delà des périodes nécessaires à l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté, ne peuvent être prélevées du nombre maximal de périodes que les périodes nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2016, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du présent décret, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre maximal de périodes visé au paragraphe 2, alinéa 2, ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

Les périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel.

Pour les établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française, de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, des périodes supplémentaires sont octroyées automatiquement pour tout membre du personnel engagé ou désigné en qualité de professeur de cours de philosophie et de citoyenneté dans le cadre des mesures définies par la section VI du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, en vue de l'obtention du certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté. Ces périodes seront octroyées lors de chaque année scolaire jusqu'au 30 juin 2021, à raison de 2 périodes par membre du personnel.

Lorsque le membre du personnel exerce à la fois la fonction de maître de philosophie et citoyenneté et la fonction de maître de morale non confessionnelle ou religion, ces deux périodes sont prises prioritairement dans ses attributions en qualité de maître de morale non confessionnelle ou religion au sein du pouvoir organisateur concerné.

Si les périodes ne sont pas prises dans lesdites attributions, le membre du personnel doit avoir été engagé ou désigné au minimum pour trois périodes dans le Pouvoir organisateur au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté.

Dans les deux cas, le membre du personnel continue à effectivement prêter en qualité de maître de philosophie et citoyenneté au sein du Pouvoir organisateur concerné au moins 1 période, sauf en cas d'absence pour cause de maternité, maladie, incapacité de travail causée par un accident de travail, et pour les congés suivants : congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, dans le cadre du congé parental ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour donner des soins palliatifs ; congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle pour assister un membre du ménage ou de la famille gravement malade ou lui octroyer des soins.

Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires pour le remplacement du membre du personnel concerné. Ces périodes seront attribuées, selon le cas, à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, auprès duquel le membre du personnel concerné a la charge la plus importante. Dans le cas où la charge du membre du personnel est égale dans chacun des Pouvoirs organisateurs concernés, le choix de l'emploi concerné par ce remplacement revient au membre du personnel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, ces périodes peuvent être attribuées à un autre établissement ou Pouvoir organisateur, lorsque l'attribution de ces périodes permet de réduire le nombre d'implantations dans lesquelles le membre du personnel exerce effectivement ses fonctions.

En outre, lorsque les périodes octroyées en application des dispositions ci-avant ne permettent pas d'attribuer, au sein de l'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou au sein du Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, aux membres du personnel définitifs, temporaires prioritaires ou stagiaires, un volume de charge horaire équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016, conformément à l'ordre de priorité défini par la section VI du chapitre II du Titre III du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel, le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, introduit, auprès de l'Administration, un document justifiant qu'il utilise, pour ce faire, un nombre déterminé de périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation conformément aux dispositions visées ci-après.

Les périodes visées à l'alinéa précédent seront utilisées exclusivement pour permettre :

1. l'organisation d'activités, dans le cadre du cours de philosophie et de citoyenneté, au sein d'un même établissement ;
2. l'organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation.

Des périodes supplémentaires sont également attribuées au membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou stagiaire qui, malgré l'application préalable des dispositions énumérées ci-avant, n'a pas retrouvé un volume de charge horaire équivalent à ses attributions au 30 juin 2016 ou qui devrait effectuer des prestations dans plus de 6 implantations tout Pouvoirs organisateurs confondus. Ces périodes sont octroyées à l'établissement ou au Pouvoir organisateur, selon le cas, auprès duquel le volume de charge horaire du membre du personnel concerné est le plus important au 30 juin 2016. Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement officiel subventionné et pour l'enseignement libre non confessionnel, doit introduire auprès de l'administration un document justifiant de l'utilisation de ces périodes supplémentaires dont il précisera l'affectation par implantation conformément aux dispositions visées ci-après.

Le membre du personnel concerné est affecté aux tâches suivantes :

- a. organisation et surveillance d'activités au sein de la médiathèque ;
- b. encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté ;
- c. organisation d'activités de coordination pédagogique ou de concertation ;
- d. accompagnement d'activités de groupes d'élèves à l'extérieur de l'établissement.

L'utilisation de ces périodes supplémentaires est autorisée dès le 1^{er} septembre et ce jusqu'au au 30 juin suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Elle est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Les services prestés dans le cadre des périodes supplémentaires visée au présent paragraphe sont en tous points assimilés aux services prestés dans le cadre organique. Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à nomination ou engagement à titre définitif. ».

Art. 45. A l'article 43bis du même décret, le § 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle, de philosophie et de citoyenneté et la 2^{ème} période liée à la dispense dès le 1^{er} septembre 2017. ».

CHAPITRE II. — *Mesures concernant les emplois pour le cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental - Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat et le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

SECTION I^{re}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 46. L'alinéa 5 de l'article 169ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est remplacé par ce qui suit :

« La désignation à titre temporaire dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite si le candidat ne répond pas à aux conditions suivantes :

1° avant le 1^{er} septembre 2020, avoir acquis un titre pédagogique conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité ;

2° avant le 1^{er} septembre 2021, avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige. ».

Art. 47. Dans l'article 169quater du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite si le candidat ne répond pas aux conditions suivantes :

1° avant le 1^{er} septembre 2020, avoir acquis un titre pédagogique conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité ;

2° avant le 1^{er} septembre 2021, avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige. ».

Art. 48. Dans l'article 169quinquies, alinéa 4 du même arrêté, le chiffre « 2020 » est remplacé par le chiffre « 2021 ».

Art. 49. Dans l'article 169quinquies, est ajouté après l'alinéa 5, un texte rédigé comme suit :

« Le rappel à l'activité de service à durée indéterminée est automatiquement reconduit chaque année.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de l'administration, sans qu'elle puisse la refuser, la non-reconduction du rappel à l'activité de service à durée indéterminée. La demande doit avoir été faite auprès de l'administration par courrier recommandé pour le 1^{er} mai pour l'année scolaire suivante. Pour l'année scolaire 2017-2018, ce courrier devra être adressé à l'administration pour le 31 août 2017 au plus tard.

Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de son rappel provisoire à durée indéterminée, il perd le bénéfice des dispositions transitoires du présent chapitre. ».

Art. 50. Dans l'article 169sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « 129ter à 129quinquies » sont remplacés par les mots « 169ter à 169quinquies ».

Art. 51. Dans l'article 169sexies, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 129ter à 129quinquies » sont remplacés par les mots « 169ter à 169quinquies ».

Art. 52. Le § 2 de l'article 169sexies du même arrêté est supprimé.

Art. 53. Dans le même arrêté, un article 169septies est inséré, rédigé comme suit :

« Article 169septies. Au sein d'une même implantation, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées au présent chapitre ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction concomitamment avec une charge de maître de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa premier, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer la fonction susvisée face au même élève. ».

SECTION II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat

Art. 54. L'alinéa 5 de l'article 49ter de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat est remplacé par ce qui suit :

« La désignation à titre temporaire dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite si le candidat ne répond pas aux conditions suivantes :

1° avant le 1^{er} septembre 2020, avoir acquis un titre pédagogique conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité ;

2° avant le 1^{er} septembre 2021, avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige. ».

Art. 55. Dans l'article 49quater du même arrêté, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite si le candidat ne répond pas aux conditions suivantes :

1° avant le 1^{er} septembre 2020, avoir acquis un titre pédagogique conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 précité ;

2° avant le 1^{er} septembre 2021, avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 précité, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige. ».

Art. 56. Dans l'article 49quinquies, alinéa 4 du même arrêté, le chiffre « 2020 » est remplacé par le chiffre « 2021 ».

Art. 57. Dans l'article 49quinquies, est ajouté après l'alinéa 5, un texte rédigé comme suit :

« Le rappel à l'activité de service à durée indéterminée est automatiquement reconduit chaque année.

Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de l'administration, sans qu'elle puisse la refuser, la non-reconduction du rappel à l'activité de service à durée indéterminée. La demande doit avoir été faite auprès de l'administration par courrier recommandé pour le 1^{er} mai pour l'année scolaire suivante. Pour l'année scolaire 2017-2018, ce courrier devra être adressé à l'administration pour le 31 août 2017 au plus tard.

Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de son rappel provisoire à durée indéterminée, il perd le bénéfice des dispositions transitoires du présent chapitre. ».

Art. 58. Le § 2 de l'article 49sexies du même arrêté est supprimé.

Art. 59. Dans le même arrêté, un article 49septies est inséré, rédigé comme suit :

« Article 49septies. Au sein d'une même implantation, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées au présent chapitre ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction concomitamment avec une charge de maître de religion.

Par dérogation à l'alinéa premier, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer la fonction susvisée face au même élève. ».

SECTION III. — Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 60. L'article 293undecies, alinéa 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté, est remplacé par les alinéas suivants :

« Au sein du même établissement, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente section ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction au sein de la même implantation concomitamment avec une charge de maître de religion ou de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa premier, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève. ».

Art. 61. L'article 293quindecies, alinéa 1^{er}, du même décret, est remplacé par les alinéas suivants :

« Au sein du même établissement, les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente section ne peuvent, au cours de la même année scolaire, exercer leur nouvelle fonction au sein de la même implantation concomitamment avec une charge de maître de religion ou de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa premier, dans l'enseignement spécialisé, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées face au même élève. ».

Art. 62. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 293decies du même décret :

1° aux paragraphes 1 et 2, « 2020 » est remplacé par « 2021 ».

2° il est inséré l'alinéa suivant dans le paragraphe 1, après le premier alinéa :

« Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de son Pouvoir organisateur, sans qu'il puisse la refuser, la non-reconduction de sa réaffectation temporaire. La demande doit avoir été faite auprès du Pouvoir organisateur par courrier recommandé avant le 31 mai pour l'année scolaire suivante. Pour l'année scolaire 2017-2018, la date limite d'envoi du courrier recommandé est fixée au 31 août 2017. » ;

3° au paragraphe 3,

a) au premier alinéa, il est inséré après les mots « 1^{er} septembre 2020 », et avant le 1° : « pour le 2°, et avant le 1^{er} septembre 2021 pour le 1° » ;

b) au deuxième alinéa, la phrase « au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions » est remplacée par la phrase « à la condition fixée par le 1° au 1^{er} septembre 2021°, ou par le 2° au 1^{er} septembre 2020 » ;

4° il est inséré un 4^{ème} paragraphe rédigé comme suit :

« § 4. Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de sa réaffectation temporaire, il perd le bénéfice des dispositions transitoires de la présente section. ».

Art. 63. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 293quatuordecies du même décret :

1° aux paragraphes 1 et 2, « 2020 » est remplacé par « 2021 » ;

2° il est inséré l'alinéa suivant dans le paragraphe 1, après le premier alinéa :

« Par dérogation, le membre du personnel peut demander auprès de son Pouvoir organisateur, sans qu'il puisse la refuser, la non-reconduction de sa réaffectation temporaire. La demande doit avoir été faite auprès du Pouvoir organisateur par courrier recommandé pour le 15 mai pour l'année scolaire suivante. Pour l'année scolaire 2017-2018, la date limite d'envoi du courrier recommandé est fixée au 31 août 2017. » ;

3° au paragraphe 3,

a) au premier alinéa, il est inséré après les mots « 1^{er} septembre 2020 », et avant le 1° : « pour le 2°, et avant le 1^{er} septembre 2021 pour le 1° »,

b) au 2^{ième} alinéa, la phrase « au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions » est remplacée par la phrase « à la condition fixée par le 1° au 1^{er} septembre 2021°, ou par le 2° au 1^{er} septembre 2020 » ;

4° il est inséré un 4^{ème} paragraphe rédigé comme suit :

« § 4. Si le membre du personnel refuse les attributions qui lui sont proposées, ou demande la non-reconduction de sa réaffectation temporaire, il perd le bénéfice des dispositions transitoires de la présente section. ».

Art. 64. Dans l'article 293septdecies du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'année « 2020 » est remplacée par l'année « 2021 » ;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés à la suite du 1^{er} alinéa :

« Pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, les maîtres de philosophie et citoyenneté ne peuvent être désignés en qualité de temporaires prioritaires et être nommés qu'à partir du 1^{er} septembre 2021, sauf ceux visés par les dispositions transitoires de la section VII du chapitre II du titre III du décret du 11 avril 2014.

Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les maîtres de philosophie et citoyenneté ne peuvent être désignés en qualité de temporaires prioritaires qu'à partir du 1^{er} septembre 2021 et être nommés qu'à partir du 1^{er} janvier 2022, sauf ceux visés par les dispositions transitoires reprises au chapitre XI^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du chapitre X^{ter} l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion, pour l'enseignement organisé par la Communauté française

Le membre du personnel dont le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté, exige la possession du certificat prévu à l'article 24bis, alinéa 3, ne pourra être nommé que lorsqu'il sera détenteur de ce certificat. ».

TITRE III. — Dispositions transitoires propres aux fonctions de religion et morale non confessionnelle

Art. 65. À l'article 293bis du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le membre du personnel dont le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de la fonction de maître ou professeur de religion, exige la possession du certificat prévu à l'article 24bis, alinéa 2, en ce compris les membres du personnel porteurs d'un des titres visés au § 1^{er} du présent article, ne pourra être nommé que lorsqu'il sera détenteur de ce certificat. ».

Art. 66. A l'article 293ter du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le membre du personnel dont le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de la fonction de maître ou professeur de morale non confessionnelle, exige la possession du certificat prévu à l'article 24bis, alinéa 2, ne pourra être nommé que lorsqu'il sera détenteur de ce certificat. ».

TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 67. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2017-2018, à l'exception du 8° de l'article 42, qui prend effet pour l'année scolaire 2016-2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n°494-1. – Rapport 494-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/40717]

19 JULI 2017. — Decreet betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het secundair onderwijs en houdende verschillende aanpassingen in het basisonderwijs

Het parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het secundair onderwijs

HOOFDSTUK I. — Maatregelen tot bepaling van de wijze van berekening van het aantal lestijden die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer, filosofie en burgerzin

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Artikel 1. In hoofdstuk II van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt het opschrift “Berekening en gebruik van de lestijden-leraar” vervangen door “Berekening en gebruik van de lestijden-leraar en van de lestijden voor de organisatie van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer of filosofie en burgerzin”, en wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 7/1. § 1. De wijze van berekening van het aantal lestijden voor de organisatie van de cursus godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, en van het aantal lestijden voor de organisatie van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vastgesteld in hoofdstuk III van het besluit van de Executieve van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan voor de volgende leerjaren of groepen van leerjaren :

1. het eerste gemeenschappelijke leerjaar bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs;

2. het tweede gemeenschappelijke leerjaar bedoeld in artikel 4 van het voormelde decreet van 30 juni 2006, met inbegrip van het bijkomende leerjaar bedoeld in artikel 13, § 1, van hetzelfde decreet;

3. het gedifferentieerde eerste leerjaar bedoeld in artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet, met inbegrip van het stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers zoals bepaald in artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

4. het gedifferentieerde tweede leerjaar bedoeld in artikel 16, § 1, van het voormelde decreet van 30 juni 2006;

5. het derde specifieke differentiatie- en oriëntatiejaar, bedoeld in artikel 19 van het voormelde decreet van 30 juni 2006;

6. het derde leerjaar van het algemeen onderwijs, het derde leerjaar van het technisch doorstromingsonderwijs en het derde leerjaar van het artistiek doorstromingsonderwijs;

7. het derde leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs en het derde leerjaar van het artistiek kwalificatieonderwijs;

8. het derde leerjaar van het beroepsonderwijs;

9. het vierde leerjaar van het algemeen onderwijs, het vierde leerjaar van het technisch doorstromingsonderwijs, met inbegrip van het heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

10. het vierde leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, met inbegrip van het heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 4, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, en het vierde leerjaar van het artistiek kwalificatieonderwijs;

11. het vierde leerjaar van het beroepsonderwijs;

12. het vijfde leerjaar van het algemeen onderwijs, het vijfde leerjaar van het technisch doorstromingsonderwijs en het vijfde leerjaar van het artistiek doorstromingsonderwijs;

13. het vijfde leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs en het vijfde leerjaar van het artistiek kwalificatieonderwijs;

14. het vijfde leerjaar van het beroepsonderwijs;

15. het zesde leerjaar van het algemeen onderwijs, het zesde leerjaar van het technisch doorstromingsonderwijs en het zesde leerjaar van het artistiek doorstromingsonderwijs;

16. het zesde leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs, met inbegrip van het aanvullend jaar bedoeld in artikel 3, § 6, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, en het zesde leerjaar van het artistiek kwalificatieonderwijs;

17. het zesde leerjaar van het beroepsonderwijs bedoeld in artikel 3, § 6, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

18. het zevende leerjaar van de 3e graad van het technisch kwalificatieonderwijs;

19. het zevende leerjaar van de derde graad van het beroepsonderwijs;

20. het voorbereidend leerjaar paramedisch hoger onderwijs, bedoeld in artikel 2, § 3, 2°, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

21. het voorbereidend leerjaar beroepssecundair onderwijs afdeling “verpleegkunde” bedoeld in artikel 2, § 4, van de voormelde wet van 19 juli 1971.

De som van de lestijden die worden berekend met toepassing van artikel 14, eerste lid en derde lid, en van artikel 15 van het besluit van de Executive van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, maakt het RLMOD (Godsdienst Zedenleer) van de in § 2 bedoelde inrichtingen uit. Elke inrichting geniet minstens het aantal RLMOD-lestijden dat ze creëert.

§ 2. Voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, het officieel gesubsidieerd onderwijs en het niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, worden lestijden boven het RLMOD automatisch toegekend voor het personeelslid dat aangeworven of aangesteld wordt als leraar voor de cursus filosofie en burgerzin in het kader van de maatregelen die bepaald zijn in afdeling VII van hoofdstuk II van titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, en in de overgangsbepalingen van hoofdstuk XI *quater* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en van hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, met het oog op het behalen van het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin. Die lestijden worden in elk schooljaar tot 30 juni 2021 toegekend, met twee lestijden voor elk personeelslid.

Wanneer het personeelslid tegelijk het ambt van leraar filosofie en burgerzin en het ambt

van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst uitoefent, worden die twee lestijden prioritair op zijn bevoegdheden als leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst binnen de betrokken inrichtende macht uitgetrokken.

Indien de lestijden niet op die bevoegdheden worden uitgetrokken, moet het personeelslid op 1 september van het lopende schooljaar minstens voor drie lestijden aangeworven of aangesteld zijn als leraar filosofie en burgerzin, in de lagere of hogere graad.

In die beide gevallen, presteert het personeelslid als leraar filosofie en burgerzin binnen de betrokken inrichtende macht minstens 1 lestijd voort, behalve als het afwezig is wegens moederschaprust, ziekte, door een arbeidsongeval veroorzaakte arbeidsongeschiktheid, en wegens de volgende verlopen : verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of de adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof; verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om palliatieve zorg te verlenen; verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om aanwezig te zijn bij een lid van het gezin of van de familie dat zwaar ziek is, of om hem zorg te verlenen.

Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor het niet confessioneel vrij onderwijs, dient bij het bestuur een document in dat het gebruik van die bijkomende lestijden verantwoordt voor de vervanging van het betrokken personeelslid.

Die lestijden worden, naar gelang van het geval, toegekend aan de inrichting of de inrichtende macht waarin het betrokken personeelslid de belangrijkste opdracht uitoefent. Als de opdracht van het personeelslid in elk van de betrokken inrichtende machten gelijk is, komt de keuze van de betrekking voor die vervanging aan het personeelslid toe.

In afwijking van het vorige lid, kunnen die lestijden worden toegekend aan een andere inrichting of inrichtende macht, wanneer de toekenning van die lestijden kan leiden tot de vermindering van het aantal vestigingen waarin het personeelslid zijn ambt werkelijk uitoefent.

§ 3. Wanneer de lestijden die met toepassing van de §§ 1 en 2 worden toegekend, het bovendien niet mogelijk maken om binnen de inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of binnen de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, aan de vastbenoemde en prioritair tijdelijke of personeelsleden of stagiairs een volume lestijden toe te kennen dat overeenstemt met het volume dat hen op 30 juni 2017 toegekend was, overeenkomstig de prioriteiten die werden vastgesteld bij afdeling VII van hoofdstuk II van titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en bij de overgangsbepalingen vermeld in hoofdstuk XI *quater* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en van hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en, bij ontstentenis daarvan, overeenkomstig de regels van het administratief statuut dat toepasselijk is op het personeelslid, dient het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor het niet confessioneel vrij onderwijs, bij het bestuur een document in dat bewijst dat hij daartoe een bepaald aantal bijkomende lestijden moet gebruiken waarvan hij de bestemming voor elke vestiging zal bepalen overeenkomstig de hierna vermelde bepalingen.

De in het vorige lid bedoelde lestijden worden uitsluitend gebruikt voor :

1) het organiseren van activiteiten, in het kader van de cursus filosofie en burgerzin, binnen één zelfde inrichting, waarvan de invoering een breder publiek dan de klasgroep betreft. Die lestijden worden toegekend in verhouding tot hoogstens 1 lestijd per volume van 6 lestijden filosofie en burgerzin die binnen dezelfde inrichting worden georganiseerd;

2) het organiseren van activiteiten voor de pedagogische coördinatie of het overleg tussen personeelsleden belast met de cursus filosofie en burgerzin in hetzelfde studiejaar of verschillende studiejaar, in het kader van de cursus filosofie en burgerzin;

3) het splitsen in tweeën van een klasgroep met meer dan 10 leerlingen die een cursus godsdienst, niet confessionele zedenleer of filosofie en burgerzin volgen, voor de leerlingen die vrijgesteld zijn van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer;

4) het aanwijzen van twee leerkrachten voor een klasgroep van minstens 10 leerlingen die een cursus godsdienst, niet confessionele zedenleer of filosofie en burgerzin volgen, voor de leerlingen die vrijgesteld zijn van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer, of die de cursus filosofie en burgerzin volgen.

Er worden eveneens bijkomende lestijden toegekend aan het vastbenoemde, tijdelijk prioritaire personeelslid of stagiair, dat, ondanks de voorafgaandelijke toepassing van de hierboven opgesomde bepalingen, een uuropdracht die overeenstemt met de hem op 31 juni 2017 toegekende lestijden, niet heeft teruggevonden, of dat prestaties zou moeten verrichten in meer dan 6 vestigingen, alle inrichtende machten inbegrepen. Die lestijden worden toegekend aan de inrichting of aan de inrichtende macht, naar gelang van het geval, waar het volume van de uuropdracht van het betrokken personeelslid op 30 juni 2017 het belangrijkste is. Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en het niet confessioneel vrij onderwijs, moet bij het bestuur een document indienen dat bewijst dat hij daartoe een bepaald aantal bijkomende lestijden moet gebruiken waarvan hij de bestemming voor elke vestiging zal bepalen overeenkomstig de hierna vermelde bepalingen.

Het betrokken personeelslid voert de volgende taken uit :

1° organisatie en toezicht betreffende activiteiten binnen de mediatheek van de school of betreffende een remediëringsactiviteit;

2° toezicht op vormings- en bekrachtigingsevaluaties;

3° begeleiding van leerlingengroepen bij activiteiten buiten de inrichting.

Het gebruik van die bijkomende lestijden wordt toegelaten vanaf 1 september van dit jaar tot 30 juni van het volgende jaar. Dat gebruik behoort tot de bevoegdheid van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, en tot het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Het wordt onderworpen aan het voorafgaande advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het door de Franse Gemeenschap officieel gesubsidieerd onderwijs, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het door de Franse Gemeenschap vrij gesubsidieerd onderwijs, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging, waarbij het bemiddelingsbureau het recht heeft de zaak aan zich te trekken bij onenigheid.

De diensten die in het kader van de in deze paragraaf bedoelde bijkomende lestijden worden gepresteerd, worden volledig gelijkgesteld met de diensten die worden gepresteerd in het kader van de personeelsformatie. De aldus gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot benoemingen of wervingen in vast verband.

§ 4. Het totaal aantal lestijden godsdienst en niet confessionele zedenleer die op 1 oktober 2014, voor elke in de §§ 2 en 3 bedoelde inrichting, worden toegekend, vermenigvuldigd met een demografische factor, maakt het RLMOA van die inrichting uit, bepaald met de wiskundige afronding. Die demografische factor is gelijk aan het aantal leerlingen van het secundair onderwijs die op 1 oktober 2016 regelmatig ingeschreven zijn, gedeeld door het aantal leerlingen van het secundair onderwijs die op 1 oktober 2014 regelmatig ingeschreven waren.

Het verschil tussen het RLMOA van de inrichting en haar RLMOD bepaalt het aantal lestijden.

Dat — positieve of negatieve — aantal wordt geglobaliseerd bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. De inrichtingen die op 1 oktober 2014 geen secundair onderwijs organiseerden, creëren geen lestijd die te globaliseren is.

Op dat in het vorige lid aantal geglobaliseerde lestijden worden automatisch de in de §§ 2 en 3 bedoelde lestijden uitgetrokken. Het aantal overblijvende lestijden maken het overschot uit.

§ 5. Voor zover het saldo positief is, wordt het in § 4, vierde lid gekregen saldo aan de in § 2 bedoelde inrichtingen toegekend, om de invoering van de cursus filosofie en burgerzin te vergemakkelijken en te coördineren.

Alleen de inrichtingen die positief bijdragen tot het geglobaliseerde aantal lestijden krijgen lestijden met toepassing van het eerste lid. Dat aantal lestijden is gelijk aan het in het vorige lid bedoelde overschot, gewogen met een coëfficiënt die gelijk is aan de verhouding tussen hun positieve bijdrage tot het geglobaliseerde aantal lestijden en het geglobaliseerde aantal lestijden. Het resultaat wordt tot de lagere eenheid afgerond.

Het gebruik van de in het vorige lid bedoelde lestijden wordt toegelaten zodra het aantal ervan door de diensten van de Regering wordt meegedeeld en tot 30 september eerstkomende. Dat gebruik behoort tot de bevoegdheid van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, en van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, na het advies van de plaatselijke overlegorganen te hebben ingewonnen. Alleen wervingsambten van de categorie van het onderwijzend personeel kunnen in aanmerking worden genomen in het kader van die lestijden.

Art. 2. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 4, worden de woorden “de cursussen godsdiensten, niet confessionele zedenleer” vervangen door de woorden “de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen, in voorkomend geval, worden vrijgesteld van de cursus godsdienst, en van de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving”;

2° in § 5, worden de woorden “onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II” geschrapt.

Art. 3. § 1. In hetzelfde decreet, in artikel 23bis, § 1, eerste lid, worden de woorden “en met inachtneming van de bijzondere voorwaarden vastgesteld bij artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II” geschrapt.

§ 2. Artikel 23bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

“j) in de voorbereidende jaren bedoeld in artikel 2, § 3, 2°, en § 4, tweede lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, kunnen de klassen gemiddeld niet meer dan 25 leerlingen tellen.”.

§ 3. Artikel 23bis, § 6, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“§ 6. De cursus godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen van de cursus godsdienst of zedenleer worden vrijgesteld, wordt georganiseerd met inachtneming van de volgende normen :

1° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 1 en 2, van dit decreet, kan geen klas meer dan 25 leerlingen tellen;

2° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 3, van het decreet van 29 juli 1992, kan geen klas meer dan 15 leerlingen tellen;

3° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 4, van het decreet van 29 juli 1992, kan geen klas meer dan 17 leerlingen tellen;

4° voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, eerste lid, 5 tot 21, van het decreet van 29 juli 1992, kan geen klas meer dan, gemiddeld, 27 leerlingen tellen.”

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 4. In het besluit van de Executieve van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden “Hoofdstuk III. — Telling van de leerlingen” vervangen door “Hoofdstuk III. Berekening van het aantal lestijden voor de organisatie van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer en de cursus filosofie en burgerzin” en worden de artikelen 14, 14bis, 15, 16 en 16bis, vervangen door de volgende artikelen :

“Artikel 14. Voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel gewoon onderwijs en de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt het aantal lestijden die worden toegekend voor de omkadering van de cursussen zedenleer, godsdienst of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursussen godsdienst en zedenleer, berekend, voor elke betrokken cursus, als volgt :

1) voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, 1ste en 2de lid, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 : 1 lestijd per aangesneden schijf van 25 leerlingen;

2) voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, 1ste lid, 3, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 : 1 lestijd per aangesneden schijf van 15 leerlingen;

3) voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, 1ste lid, 4, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 : 1 lestijd per aangesneden schijf van 17 leerlingen;

4) voor de jaren of groepen van jaren bedoeld in artikel 7/1, 1ste lid, 5 tot 21, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 : 1 lestijd per aangesneden schijf van 27 leerlingen.

Voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap niet confessioneel vrij onderwijs die uitsluitend de cursus zedenleer en de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs, wordt het aantal lestijden die worden toegekend voor de omkadering van de betrokken cursus godsdienst of zedenleer berekend, voor dezelfde in het vorige lid bedoelde jaren of groepen van jaren, met 2 lestijden per schijf.

Het aantal lestijden-leraar dat uit die berekening voortvloeit, kan echter alleen in verhouding tot 98 procent worden gebruikt.

Artikel 15. Voor de in artikel 14, eerste lid bedoelde inrichtingen, wordt het aantal lestijden voor de cursus wiskunde en burgerzin die aan alle leerlingen wordt gegeven overeenkomstig artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, berekend, voor elk jaar of elke groep van jaren bedoeld in artikel 7/1 van het voormelde decreet van 29 juli 1992, op basis van 1 lestijd per aangesneden schijf van een aantal leerlingen dat overeenstemt met de maximumaantallen, voor de eerste graad, en met de gemiddelde aantallen, voor de cursussen voor de opleiding die de andere graden gemeen is, bedoeld in artikel 23bis van hetzelfde decreet.

Artikel 16. Voor de in artikel 14, eerste lid, bedoelde inrichtingen, is het RLMOD gelijk aan de som van de lestijden die worden berekend volgens artikel 14, eerste lid en derde lid, van de lestijden die worden berekend volgens artikel 15.”

Afdeling III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs

Art. 5. In artikel 7bis, § 5, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of filosofie en burgerzin” worden ingevoegd tussen de woorden “niet confessionele zedenleer” en de woorden “, bedoeld bij artikel 8”;

2° de woorden “en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of opvang bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden geschrapt.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of filosofie en burgerzin” worden ingevoegd tussen de woorden “niet confessionele zedenleer” en de woorden “, bedoeld bij artikel 8”;

2° de woorden “en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of opvang bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden geschrapt.

Art. 7. In artikel 14, § 3, tweede lid van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of filosofie en burgerzin” worden ingevoegd tussen de woorden “niet confessionele zedenleer” en de woorden “, bedoeld bij artikel 8”;

2° de woorden “en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of opvang bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden geschrapt.

Art. 8. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of filosofie en burgerzin van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden ingevoegd tussen de woorden “niet confessionele zedenleer” en de woorden “,alternatieve pedagogische begeleiding”;

2° de woorden “alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht bedoeld in de artikelen 8 en 8bis van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden geschrapt.

Art. 9. In artikel 21, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “of filosofie en burgerzin” worden ingevoegd tussen de woorden “niet confessionele zedenleer” en de woorden “, bedoeld bij artikel 8” worden geschrapt;

2° de woorden “en naast de lestijden alternatieve pedagogische begeleiding of toezicht bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid en derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” worden geschrapt.

Afdeling IV. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 10. In artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord “uren” wordt vervangen door het woord “lestijden” en het woord “uur” wordt vervangen door het woord “lestijd”;

2° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid : “In de officiële inrichtingen en in de pluralistische inrichtingen voor lager en secundair onderwijs met volledig leerplan alsook in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij lager en secundair onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, omvat de wekelijkse lestijdenregeling een lestijd godsdienst of een lestijd niet confessionele zedenleer en een lestijd cursus filosofie en burgerzin. Als de leerling wordt vrijgesteld van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer, omvat de wekelijkse lestijdenregeling een tweede lestijd filosofie en burgerzin overeenkomstig het vierde lid”;

3° in het derde lid en het vierde lid worden de woorden “1 oktober 2017” vervangen door de woorden “1 september 2017”;

4° in het zesde lid, worden de woorden “bij de eerste inschrijving” vervangen door de woorden “elk jaar”;

5° in het achtste lid, worden de woorden “ In dat geval, geniet de leerling van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, gedurende een aantal lestijden dat overeenstemt met het aantal dat voor die cursussen wordt toegekend, een alternatieve begeleiding volgens de regels die nader bepaald zijn in artikel 8bis en geniet de leerling van het lager, gewoon en gespecialiseerd onderwijs een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in het vijfde lid” vervangen door de woorden “In dat geval geniet de leerling van het gewoon en gespecialiseerd lager en secundair onderwijs, gedurende een aantal lestijden dat overeenstemt met het aantal dat voor die cursussen wordt toegekend, een in het vierde lid bedoelde tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin.”;

6° in het negende lid worden de punten *c*) en *d*) vervangen als volgt :

“*c*) dat het keuzeformulier elk jaar behoorlijk wordt ingevuld bij de inschrijving, waarbij het voor het betrokken schooljaar niet kan worden gewijzigd;

d) dat het keuzeformulier, voor de leerlingen die geacht worden verder te studeren in de inrichting waarin ze reeds ingeschreven zijn, wordt meegedeeld aan de ouders of aan de persoon die met het ouderlijk gezag, indien de leerling minderjarig is, of aan de leerling, indien de leerling meerderjarig is, gedurende de eerste helft van de maand mei. Het behoorlijk ingevulde formulier wordt aan het inrichtingshoofd uiterlijk op 1 juni teruggezonden, waarbij de keuze niet kan worden gewijzigd voor het betrokken schooljaar, behalve in geval van verandering van inrichting gedurende het schooljaar.”.

Afdeling V. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs

Art. 11. In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden “De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de in artikel 8bis, § 1, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 bedoelde alternatieve pedagogische begeleiding, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal dat wordt toegekend aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer” worden geschrapt;

2° de woorden “en secundair onderwijs” worden ingevoegd tussen de woorden “lager “ en “onderwijs”;

3° de woorden “van de voormelde wet van 29 mei 1959” worden vervangen door de woorden “de wet van 29 mei 1956” tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving”.

Afdeling VI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 12. In artikel 60bis, § 1, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden “1 oktober 2017” vervangen door de woorden “1 september 2017”.

Art. 13. Artikel 79, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende leden :

“De keuze van één van de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer of van de vrijstelling van één van die cursussen geschiedt op het ogenblik van de inschrijving in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde officieel onderwijs en van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, of, voor de leerlingen die worden geacht verder te studeren in de inrichting waarin ze reeds ingeschreven zijn, uiterlijk op 1 juni. De keuze kan niet later voor het betrokken schooljaar worden gewijzigd.

In afwijking van het derde lid, kan de keuze worden gewijzigd in geval van verandering van inrichting gedurende het schooljaar.”.

Afdeling VII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs

Art. 14. In artikel 6, tweede lid, van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding bedoeld in artikel 8*bis*, § 1, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal dat wordt toegekend aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer” worden geschrapt;

2° de woorden “en secundair” worden ingevoegd tussen de woorden ““lager “ en “onderwijs”;

3° de woorden “van de voormelde wet van 29 mei 1959” vervangen door de woorden “van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving”.

Afdeling VIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 15. Het tweede lid van artikel 47, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt vervangen als volgt :

“In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het officieel gesubsidieerd onderwijs en in het niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, blijft het gespecialiseerd secundair onderwijs bedoeld in artikel 45, 1°, 2° en 3°, georganiseerd in verhouding tot 32 lestijden tot 36 lestijden, wanneer de leerling vrijgesteld wordt van de cursus godsdienst of van de cursus niet confessionele zedenleer. De in artikel 45, 1°, 2° en 3° bedoelde leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs die vrijgesteld worden van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer, moeten deelnemen aan een tweede lestijd cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vijfde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt een artikel 94*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 94*bis*. § 1. In de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gespecialiseerd secundair onderwijs en in de inrichtingen voor gespecialiseerd secundair onderwijs van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van het niet confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs die de keuzen bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, worden een cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, georganiseerd zodra een leerling ingeschreven is in één van de die cursussen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In voorkomend geval, wordt de cursus opgericht of afgeschaft in de loop van het schooljaar.

Die cursus bevindt zich in de doorlopende uurregeling van de verplichte wekelijkse lesjiden.

Het aantal groepen, dat van 1 oktober tot 30 september eerstkomende van toepassing is, wordt, voor de meest gevolgde cursus, vastgesteld op grond van het totaal aantal leerlingen van de meest gevolgde cursus, gedeeld door het in artikel 91 van dit decreet bedoelde bepaalde kencijfer van het onderwijstype.

§ 2. Het aantal groepen van de meest gevolgde cursus wordt met twee vermenigvuldigd om het aantal lestijden te bepalen dat deel uitmaakt van het bruikbare lestijdenpakket.

Dat aantal wordt vermenigvuldigd met het aantal cursussen die worden georganiseerd om het maximumaantal lestijden te kennen die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.

§ 3. De cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, wordt per groep georganiseerd.

Een groep omvat één lestijd.

§ 4. Voor de in § 1 bedoelde inrichtingen, stemt het aantal lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin die aan alle leerlingen wordt verstrekt overeenkomstig artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, overeen met het aantal klassen.

§ 5. Boven de lestijden die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, kunnen alleen op het maximumaantal lestijden alleen de lestijden worden uitgetrokken die noodzakelijk zijn voor het behoud van het opdrachtvolume dat overeenstemt met de lestijden die op 30 juni 2017 toegekend zijn, van de vastbenoemde of tijdelijke leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer, overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van dit decreet, en zo niet, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het in paragraaf 2, tweede lid bedoelde lestijden kan alleen worden gebruikt voor de omkadering van de cursus godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.

De overblijvende lestijden kunnen geenszins worden overgedragen naar het onderwijzend personeel of naar andere personeelscategorieën.

Voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, het officieel gesubsidieerd onderwijs en het niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, worden bijkomende lestijden automatisch toegekend voor elk personeelslid dat wordt aangeworven of aangesteld als leraar van de cursus filosofie en burgerzin in het kader van de maatregelen bepaald in afdeling VII van titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en in de overgangsmaatregelen vermeld in hoofdstuk XI^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en in hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, met het oog op het behalen van het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin. Die lestijden worden in elk jaar schooljaar tot 30 juni 2021 toegekend, met twee lestijden voor elk personeelslid.

Wanneer het personeelslid tegelijk het ambt van leraar filosofie en burgerzin en het ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst uitoefent, worden die twee lestijden prioritair op zijn bevoegdheden als leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst binnen de betrokken inrichtende macht uitgetrokken.

Indien de lestijden niet op die bevoegdheden worden uitgetrokken, moet het personeelslid op 1 september van het lopende schooljaar minstens voor drie lestijden aangeworven of aangesteld zijn als leraar filosofie en burgerzin.

In die beide gevallen, presteert het personeelslid als leraar filosofie en burgerzin binnen de betrokken inrichtende macht minstens 1 lestijd werkelijk voort, behalve als het afwezig is wegens moederschapsrust, ziekte, door een arbeidsongeval veroorzaakte arbeidsongeschiktheid, en wegens de volgende verlopen : verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of de adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof; verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om palliatieve zorg te verlenen; verlof wegens de volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om aanwezig te zijn bij een lid van het gezin of van de familie dat zwaar ziek is, of om hem zorg te verlenen.

Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor het niet confessioneel vrij onderwijs, dient bij het bestuur een document in dat het gebruik van die bijkomende lestijden verantwoordt voor de vervanging van het betrokken personeelslid. Die lestijden worden, naar gelang van het geval, toegekend aan de inrichting of de inrichtende macht waarin het betrokken personeelslid de belangrijkste opdracht uitoefent. Als de opdracht van het personeelslid in elk van de betrokken inrichtende machten gelijk is, komt de keuze van de betrekking voor die vervanging aan het personeelslid toe.

In afwijking van het vorige lid, kunnen die lestijden worden toegekend aan een andere inrichting of inrichtende macht, wanneer de toekenning van die lestijden kan leiden tot de vermindering van het aantal vestigingen waarin het personeelslid zijn ambt werkelijk uitoefent.

Wanneer de lestijden die met toepassing van de voormelde bepalingen worden toegekend, het bovendien niet mogelijk maken om binnen de inrichting, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of binnen de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, aan de vastbenoemde en prioritair tijdelijke of personeelsleden of stagiairs een volume lestijden toe te kennen dat overeenstemt met het volume dat hen op 30 juni 2017 toegekend was, overeenkomstig de prioriteiten die werden vastgesteld bij afdeling VII van hoofdstuk II van Titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en bij de overgangsbepalingen vermeld in hoofdstuk XI^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en van hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en, bij ontstentenis daarvan, overeenkomstig de regels van het administratief statuut dat toepasselijk is op het personeelslid, dient het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor het niet confessioneel vrij onderwijs, bij het bestuur een document in dat bewijst dat hij daartoe een bepaald aantal bijkomende lestijden moet gebruiken waarvan hij de bestemming voor elke vestiging zal bepalen overeenkomstig de hierna vermelde bepalingen.

De in het vorige lid bedoelde lestijden worden uitsluitend gebruikt voor :

- 1) het organiseren van activiteiten, in het kader van de cursus filosofie en burgerzin, binnen één zelfde inrichting;
- 2) het organiseren van activiteiten voor de pedagogische coördinatie of het overleg;

Er worden eveneens bijkomende lestijden toegekend aan het vastbenoemde, tijdelijk prioritair personeelslid of stagiair, dat, ondanks de voorafgaandelijke toepassing van de hierboven opgesomde bepalingen, een uropdracht die overeenstemt met de hem op 30 juni 2017 toegekende lestijden, niet heeft teruggevonden, of dat prestaties zou moeten verrichten in meer dan 6 vestigingen, alle inrichtende machten inbegrepen. Die lestijden worden toegekend aan de inrichting of aan de inrichtende macht, naar gelang van het geval, waar het volume van de uropdracht van het betrokken personeelslid op 30 juni 2017 het belangrijkste is. Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en het niet confessioneel vrij onderwijs, moet bij het bestuur een document indienen dat bewijst dat hij daartoe een bepaald aantal bijkomende lestijden moet gebruiken waarvan hij de bestemming voor elke vestiging zal bepalen overeenkomstig de hierna vermelde bepalingen.

Het betrokken personeelslid voert de volgende taken uit :

- 1° organisatie en toezicht betreffende activiteiten binnen de mediatheek;
- 2° begeleiding van de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin;
- 3° organisatie van activiteiten voor pedagogische coördinatie of overleg;
- 4° begeleiding van activiteiten van leerlingengroepen buiten de inrichting.

Het gebruik van die bijkomende lestijden wordt toegelaten vanaf 1 september van dit jaar tot 30 juni van het volgende jaar. Dat gebruik behoort tot de bevoegdheid van de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, en van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs. Het wordt onderworpen aan het voorafgaande advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het door de Franse Gemeenschap officieel gesubsidieerd onderwijs, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het door de Franse Gemeenschap vrij gesubsidieerd onderwijs, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging, waarbij het bemiddelingsbureau het recht heeft de zaak aan zich te trekken bij onenigheid.

De diensten die in het kader van de in deze paragraaf bedoelde bijkomende lestijden worden gepresteerd, worden volledig gelijkgesteld met de diensten die worden gepresteerd in het kader van de personeelsformatie. De aldus gecreëerde betrekkingen kunnen aanleiding geven tot benoemingen of wervingen in vast verband.

§ 6. De vestigingen organiseren de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer, filosofie en burgerzin en de tweede lestijd in verband met de vrijstelling vanaf 1 september 2017.”.

Afdeling IX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juli 2015 waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld

Art. 17. In artikel 21 van het decreet van 14 juli 2015 waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld, worden de woorden “treedt buiten werking” vervangen door de woorden “de artikelen 3, 4, 7, 9, 10 en 16 tot 20 treden buiten werking”.

Afdeling X. — Opheffingsbepaling

Art. 18. De artikelen 12 tot 15 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II worden opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen betreffende de toekenning van betrekkingen voor de cursus filosofie en burgerzin in het secundair onderwijs – Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Afdeling I. — Bepalingen betreffende de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs

Art. 19. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt een hoofdstuk *XI* *quater* ingevoegd, luidend als volgt :

HOOFDSTUK XI *quater.* — *Overgangs- en afwijkingsbepalingen betreffende de oprichting van ambten van leraar filosofie en burgerzin in de lagere graad en in de hogere graad van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Artikel 169*octies*. Bij de oprichting van een cursus filosofie en burgerzin op 1 september 2017, worden alle personeelsleden die vóór 30 juni 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst in de lagere graad en in de hogere graad, geacht de helft van de opdracht te verliezen waarvoor hun bezoldiging wordt gewaarborgd. De personeelsleden die als tijdelijken, prioritair tijdelijken of stagiairs worden aangesteld betreffende de leraren godsdienst, worden eveneens geacht alleen voor de helft van het aantal lestijden dat ze op 30 juni 2017 genoten, opnieuw te kunnen worden aangesteld.

Die personeelsleden genieten de afwijkingen van de statutaire regels voor de toekenning van de betrekkingen bedoeld in dit hoofdstuk en worden opgenomen in één enkele rangschikking voor het ambt van leraar voor de cursus filosofie en burgerzin in de lagere graad en in de hogere graad, voor het schooljaar 2017-2018, volgens de toekenningsvolgorde van artikel 169*nonies*.

Artikel 169*nonies*. § 1. In afwijking van de gewone statutaire regels, gedurende het schooljaar 2017-2018, worden de ambten van leraar filosofie en burgerzin, in de lagere graad of in de hogere graad, in de volgende volgorde prioritair toegekend :

1° aan de personeelsleden die vóór 1 september 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, op voorwaarde dat zij :

1) in de lagere graad houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en, in de hogere graad, van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevuld bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat de grootste dienstanciënniteit telt, zoals berekend in artikel 3*sexies*, § 1, van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en, in voorkomend geval, zoals berekend in artikel 47*decies* van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

2° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar godsdienst;

3° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar godsdienst;

4° aan de personeelsleden die tot 30 juni 2017 aangesteld zijn en die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, als tijdelijk personeelslid, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar godsdienst;

5° aan de personeelsleden die tot 30 juni 2017 aangesteld zijn en die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, als tijdelijk personeelslid, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar godsdienst.

§ 2. Bij de toepassing van § 1, kunnen de bij die § 1 bedoelde personeelsleden geen totaal aantal lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen dat hoger ligt dan het aantal lestijden zedenleer en alternatieve pedagogische begeleiding dat hun op 30 juni 2017 toegekend was.

§ 3. Wanneer lestijden filosofie en burgerzin, na toepassing van de vorige paragraaf, overblijven, worden ze toegekend overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 decreet tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

Artikel 169*decies*. § 1. De personeelsleden die lestijden filosofie en burgerzin krachtens artikel 169*nonies*, § 1, eerste lid, 1° toegekend krijgen, worden geacht in de staat terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd te zijn; die terugroeping wordt elk jaar automatisch verlengd.

In afwijking daarvan, kan het personeelslid het bestuur, waarbij het bestuur dit niet kan weigeren, de niet verlenging van de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd aanvragen. De aanvraag moet bij het bestuur bij aangetekend schrijven voor 1 mei voor het volgende schooljaar ingediend zijn.

Indien het personeelslid de hem voorgestelde lestijden weigert, of de niet verlenging van zijn terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd aanvraagt, geniet het de overgangsbepalingen van dit hoofdstuk niet meer.

§ 2. De benoeming in het ambt van leraar filosofie en burgerzin kan geschieden voor zover het personeelslid, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijzen voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.

Indien deze benoeming in het ambt van leraar filosofie en burgerzin niet is geschied binnen de opgelegde termijn omdat het personeelslid het vereiste getuigschrift niet heeft behaald, keert het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van leraar zedenleer terug in zijn vroegere ambt, waarin zijn ambtsanciënniteit wordt vermeerderd in verhouding tot zijn prestaties in het ambt van leraar filosofie en burgerzin.

Artikel 169*undecies*. § 1. Bij overgangsmaatregel, alleen voor het schooljaar 2017-2018, behouden de prioritair tijdelijke leraars zedenleer, bedoeld in artikel 169*nonies*, § 1, 2° en 3°, die het ambt van leraar filosofie en burgerzin op 1 september 2017 uitoefenen :

1° als zij de benoemingsvoorwaarden vervullen, hun recht op de benoeming in vast verband in hun vroegere ambt gedurende het schooljaar 2017-2018, ook al oefenen ze voortaan hun volledige opdracht als leraar filosofie en burgerzin uit en op 1 januari 2018 benoemd zullen worden in hun oorspronkelijke ambt van leraar zedenleer. Op die datum wordt de uitoefening van hun ambt als leraar filosofie en burgerzin verzekerd door de automatische toekenning, in dat oorspronkelijke ambt, van een verlof voor de uitoefening van een ander ambt zoals bepaald in het koninklijk besluit van 15 januari 1974, artikel 14, punt 3;

2° als zij niet de benoemingsvoorwaarden vervullen, kunnen zij in hun vroegere ambt terugkeren, waarin hun aantal kandidaturen en hun ambtsanciënniteit worden vermeerderd in verhouding tot hun prestaties in de cursus filosofie en burgerzin.

De terugkeer in het in het vorige lid bedoelde oorspronkelijke ambt is definitief en het personeelslid geniet vanaf die datum de bij dit hoofdstuk bepaalde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde tijdelijk prioritaire personeelsleden genieten de bij dit hoofdstuk bepaalde overgangsmaatregelen niet meer, indien zij, op 1 september 2021, niet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1°) het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in voorkomend geval, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014.

Artikel 169*duodecies*. § 1. De tijdelijke personeelsleden, bedoeld in artikel 169*nonies*, eerste lid, 4° en 5°, worden opgenomen in de rangschikking van de kandidaten voor het ambt van leraar filosofie en burgerzin, waarbij zij het aantal kandidaturen genieten waarover ze, in voorkomend geval, beschikken in het ambt van leraar zedenleer.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde tijdelijke personeelsleden genieten de bij dit hoofdstuk vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer, indien zij, op 1 september 2021, niet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1°) het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in voorkomend geval, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014.

Artikel 169*terdecies*. Binnen dezelfde vestiging, kunnen de personeelsleden die de bij dit hoofdstuk vastgestelde bepalingen genieten, gedurende hetzelfde schooljaar, hun nieuwe ambt niet uitoefenen tegenover dezelfde leerling, samen met een opdracht van leraar niet confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid beide voormelde ambten tegenover dezelfde leerling uitoefenen :

1° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 1 en vorm 2;

of

2° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 3 en vorm 4, maar indien de kenmerken van het bedoelde publiek dit vereisen. Die kenmerken worden behoorlijk vastgesteld binnen het basisoverlegcomité.”.

Art. 20. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs wordt een hoofdstuk *Xter* ingevoegd, luidend als volgt :

HOOFDSTUK *Xter*. — *Overgangs- en afwijkingsbepalingen betreffende de oprichting van de ambten van leraar filosofie en burgerzin in de lagere en hogere graden van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Artikel 49*octies*. Bij de oprichting van een cursus filosofie en burgerzin op 1 september 2017, worden alle personeelsleden die een benoeming in vast verband vóór 30 juni 2017 genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, in de lagere of hogere graad, geacht de helft van hun opdracht te verliezen waarvoor hun wedde gewaarborgd wordt. De personeelsleden die als tijdelijken, prioritaire tijdelijken of stagiairs worden aangesteld voor wat de leraars godsdienst betreft, worden eveneens geacht alleen voor de helft van het aantal lestijden die ze op 30 juni 2017 genoten, opnieuw te kunnen worden aangesteld.

Die personeelsleden genieten de afwijking van de statutaire regels inzake toekenning van de betrekkingen bedoeld in dit hoofdstuk en worden opgenomen in een enkele rangschikking voor het ambt van leraar filosofie en burgerzin in de lagere graad en in de hogere graad, voor het schooljaar 2017-2018, volgens de toekenningsvolgorde bepaald in artikel 49*nonies*.

Artikel 49*nonies*. § 1. In afwijking van de gewone statutaire regels, gedurende het schooljaar 2017-2018, worden de ambten van leraar filosofie en burgerzin, in de lagere graad of in de hogere graad, in de volgende volgorde prioritair toegekend :

1° aan de personeelsleden die vóór 1 september 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar godsdienst, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, op voorwaarde dat zij :

1) in de lagere graad houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en, in de hogere graad, van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren binnen de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat de grootste dienstanciënniteit telt, zoals berekend in artikel 47*decies* van dit besluit, of, in voorkomend geval, zoals berekend in artikel 3*sexies*, § 1, van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als stagiair , op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

c) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar godsdienst;

3° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als stagiair, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar godsdienst, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer;

4° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst zijn en die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen in een ambt van leraar godsdienst, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, als tijdelijk personeelslid, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar godsdienst, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer;

5° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst zijn en die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen in een ambt van leraar godsdienst, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, als tijdelijk personeelslid, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij het bestuur voor dat ambt kandidaat hebben gesteld volgens door de bij een omzendbrief nader te bepalen regels, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017. De personeelsleden moeten zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren binnen de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Wanneer een keuze moet worden gedaan tussen verschillende kandidaten, wordt het personeelslid aangesteld dat het grootste aantal kandidaturen telt in het ambt van leraar godsdienst, of, in voorkomend geval, in het ambt van leraar niet confessionele zedenleer.

§ 2. Bij de toepassing van § 1, kunnen de bij die § 1 bedoelde personeelsleden geen totaal aantal lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen dat hoger ligt dan het aantal lestijden zedenleer en alternatieve pedagogische begeleiding dat hun op 30 juni 2017 toegekend was.

§ 3. Wanneer lestijden filosofie en burgerzin, na toepassing van de vorige paragraaf, overblijven, worden ze toegekend overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 decreet tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

Artikel 49*decies*. § 1. De personeelsleden die lestijden filosofie en burgerzin krachtens artikel 49*nonies*, § 1, eerste lid, 1° toegekend krijgen, worden geacht in de staat terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd te zijn; die terugroeping wordt elk jaar automatisch verlengd.

In afwijking daarvan, kan het personeelslid het bestuur, waarbij het bestuur dit niet kan weigeren, de niet verlenging van de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd aanvragen. De aanvraag moet bij het bestuur bij aangetekend schrijven voor 1 mei voor het volgende schooljaar ingediend zijn.

Indien het personeelslid de hem voorgestelde lestijden weigert, of de niet verlenging van zijn terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd aanvraagt, geniet het de overgangsbepalingen van dit hoofdstuk niet meer.

§ 2. De benoeming in het ambt van leraar filosofie en burgerzin kan geschieden voor zover het personeelslid, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.

Indien deze benoeming in het ambt van leraar filosofie en burgerzin niet is geschied binnen de opgelegde termijn omdat het personeelslid het vereiste getuigschrift niet heeft behaald, keert het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van leraar godsdienst terug in zijn vroegere ambt, waarin zijn ambtsanciënniteit wordt vermeerderd in verhouding tot zijn prestaties in het ambt van leraar filosofie en burgerzin.

Artikel 49*undecies*. § 1. Bij overgangsmaatregel, alleen voor het schooljaar 2017-2018, behouden de leraars godsdienst die stagiair zijn, bedoeld in artikel 49*nonies*, § 1, 2° en 3°, die het ambt van leraar filosofie en burgerzin op 1 september 2017 uitoefenen :

1° als zij de benoemingsvoorwaarden vervullen, hun recht op de benoeming in vast verband in hun vroegere ambt gedurende het schooljaar 2017-2018, ook al oefenen ze voortaan hun volledige opdracht als leraar filosofie en burgerzin uit en op 1 januari 2018 benoemd zullen worden in hun oorspronkelijke ambt van leraar zedenleer. Op die datum wordt de uitoefening van hun ambt als leraar filosofie en burgerzin verzekerd door de automatische toekenning, in dat oorspronkelijke ambt, van een verlof voor de uitoefening van een ander ambt zoals bepaald in het koninklijk besluit van 15 januari 1974, artikel 14, punt 3;

2° als zij niet de benoemingsvoorwaarden vervullen, kunnen zij in hun vroegere ambt terugkeren, waarin hun aantal kandidaturen wordt vermeerderd in verhouding tot hun prestaties in de cursus filosofie en burgerzin.

De terugkeer in het in het vorige lid bedoelde oorspronkelijke ambt is definitief en het personeelslid geniet vanaf die datum de bij dit hoofdstuk bepaalde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde personeelsleden-stagiairs genieten de bij dit hoofdstuk bepaalde overgangsmaatregelen niet meer, indien zij, op 1 september 2021, niet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1°) het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in voorkomend geval, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014.

Artikel 49*duodecies*. § 1. De tijdelijke personeelsleden, bedoeld in artikel 49*nonies*, eerste lid, 4° en 5°, worden opgenomen in de rangschikking van de kandidaten voor het ambt van leraar filosofie en burgerzin, waarbij zij het aantal kandidaturen en de anciënniteit genieten waarover ze, in voorkomend geval, beschikken in het ambt van leraar godsdienst.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde tijdelijke personeelsleden genieten de bij dit hoofdstuk vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer, indien zij, op 1 september 2021, niet voldoen aan de volgende voorwaarden :

1°) het getuigschrift didactiek van de cursus filosofie en burgerzin, bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in voorkomend geval, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014.

Artikel 49*terdecies*. Binnen dezelfde vestiging, kunnen de personeelsleden die de bij dit hoofdstuk vastgestelde bepalingen genieten, gedurende hetzelfde schooljaar, hun nieuwe ambt niet uitoefenen tegenover dezelfde leerling, samen met een opdracht van leraar godsdienst.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid beide voormelde ambten tegenover dezelfde leerling uitoefenen :

1° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 1 en vorm 2;

of

2° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 3 en vorm 4, maar indien de kenmerken van het bedoelde publiek dit vereisen. Die kenmerken worden behoorlijk vastgesteld binnen het basisoverlegcomité.”.

Afdeling II. — Bepalingen betreffende de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 21. § 1. In hoofdstuk II van titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een afdeling II ingevoegd, luidend als volgt : “Afdeling VII. Overgangsbepalingen voor de ambten van leraar filosofie en burgerzin die in het secundair onderwijs worden uitgeoefend”

§ 2. In afdeling VII van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 1 opgericht, luidend als volgt : “Onderafdeling 1. — Overgangsbepalingen voor het officieel gesubsidieerd onderwijs”.

Art. 22. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293 *septdecies*/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*septdecies*/3. Bij de oprichting van een cursus filosofie en burgerzin op 1 september 2017, worden alle personeelsleden die vóór 30 juni 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst in de lagere graad en in de hogere graad, geacht de helft van de hun toegekende lestijden te verliezen.

De personeelsleden die in dezelfde ambten gedurende het vorige schooljaar aangesteld waren, worden eveneens geacht alleen voor de helft van het aantal lestijden dat ze op 30 juni 2017 genoten, opnieuw te kunnen worden aangesteld.

Art. 23. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293*septdecies*/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*septdecies*/4. Voordat de inrichtende macht de lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin toekent, past ze in haar midden, ten gunste van de in vast verband benoemde personeelsleden die niet zouden voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in § 1 van artikel 293*septdecies*/5 van dit decreet, de maatregelen toe voorafgaandelijk aan de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en aan het gedeeltelijk verlies van lestijden, en verricht ze de reffectaties en de voorlopige terugroepingen in dienst die mogelijk zouden zijn, overeenkomstig de bepalingen die terzake respectief werden vastgesteld bij hoofdstuk 9 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs. Voor de toepassing van dit artikel, worden de voorafgaande maatregelen en de reffectatiehandelingen tot de ambten van leraar zedenleer of godsdienst beperkt.”.

Art. 24. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293*septdecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*septdecies*/5. § 1. Gedurende het schooljaar 2017-2018, in afwijking van de statutaire regels vastgesteld in hoofdstuk III van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, moeten de ambten van leraar filosofie en burgerzin, in de lagere graad en in de hogere graad, eerst, binnen de inrichtende macht, in de volgende volgorde worden toegekend aan :

1° aan de personeelsleden die vóór 1 september 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni van het vorige jaar ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, in artikel 18 van het voormelde decreet van 10 maart 2006. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt.

De personeelsleden die aldus lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen, worden geacht, in verhouding tot het lestijdenvolume dat in artikel 293*septdecies*/3 als verloren wordt beschouwd, in tijdelijke reffectatie te zijn, in de zin van artikel 79, 4°, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, en van artikel 2, § 4, van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995.

Voor de bijkomende lestijden die worden toegekend boven het in het vorige lid bedoelde lestijdenvolume dat als verloren wordt beschouwd, en binnen de perken van de hun op 31 augustus 2017 toegekende lestijden, krijgen ze een verlof om een ambt in het onderwijs voorlopig uit te oefenen overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, respectief aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, in de zin, respectievelijk, voor de leraren niet confessionele zedenleer, artikel 24 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, van artikel 23, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni van het vorige jaar ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, in artikel 18 van het voormelde decreet van 10 maart 2006. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt;

3° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, respectief aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, in de zin, respectievelijk, voor de leraren niet confessionele zedenleer, artikel 24 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, van artikel 23, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, in artikel 18 van het voormelde decreet van 10 maart 2006. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt;

4° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst waren, die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen, in een ambt van leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere of hogere graad, als tijdelijk personeelslid, in de zin van, respectief, voor de leraren niet confessionele zedenleer, artikel 20 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, van artikel 20, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het voormelde decreet van 10 maart 2006. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt;

5° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst waren, die een anciënniteit van minstens 150 dagen tellen, in een ambt van leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere of hogere graad, als tijdelijk personeelslid, in de zin van, respectief, voor de leraren niet confessionele zedenleer, artikel 20 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, van artikel 20, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3° zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leraren godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het voormelde decreet van 10 maart 2006. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, kan het personeelslid geen totaal aantal lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen dat hoger is dan het totaal aantal lestijden zedenleer, godsdienst en alternatieve pedagogische begeleiding dat hem op 30 juni 2017 toegekend was."

Art. 25. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293septdecies/6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 293septdecies/6. § 1. De ambtsanciënniteit en de dienstanciënniteit van de leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293septdecies/5, die bij de inrichtende macht, respectief in het kader van het voormelde decreet van 10 maart 2006 of van het voormelde decreet van 6 juni 1994 werden verworven, worden geacht een ambtsanciënniteit te zijn in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, als leraar filosofie en burgerzin, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, naargelang van het geval.

Ze kunnen echter die anciënniteit alleen aanvoeren als ze aanspraak maken op hetzelfde ambt.

§ 2. De prestaties van de tijdelijke leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293 septdecies/5, in hun nieuwe ambt van leraar filosofie en burgerzin, worden tegelijk opgenomen bij de berekening van de anciënniteit van hun nieuwe ambt en van hun vroegere ambt.

Het voordeel van de in het vorige lid bedoelde bepaling wordt toegepast totdat het personeelslid wordt benoemd in het nieuwe ambt van leraar filosofie en burgerzin in verhouding tot de lestijden die bij die nieuwe benoeming benoemd zijn, uiterlijk tot 31 augustus 2021."

Art. 26. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293septdecies/7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/7. Bij wijze van overgangsmaatregel, alleen voor het schooljaar 2017-2018, behouden de prioritair tijdelijke leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 2° en 3° van § 1 van artikel 293septdecies, die zich kandidaat hebben gesteld voor de benoeming in vast verband in de vormen en voorwaarden die respectief vereist zijn in artikel 31 van het decreet van 10 maart 2006 en in artikel 30 van het decreet van 6 juni 1994 gedurende het schooljaar 2016-2017, hun recht op die benoeming in vast verband in hun vroegere ambt gedurende het schooljaar 2017-2018, ook al presteren ze voortaan volledig binnen de inrichtende macht als leraar filosofie en burgerzin.

Die benoeming in vast verband geschiedt met inachtneming van de geldende statutaire regels, zoals vastgesteld in de hoofdstukken III, afdeling 3 van het decreet van 6 juni 1994 en van het decreet van 10 maart 2006. Op zijn verzoek, in afwijking van artikel 30, § 1, laatste lid, van het voormelde decreet van 6 juni 1994, voor de leraar zedenleer, of in afwijking van artikel 31, § 1, laatste lid, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, voor de leraar godsdienst, kan het bij dit artikel bedoelde personeelslid die benoeming genieten zonder zijn ambt als leraar filosofie en burgerzin te beëindigen. In dat geval, wordt een verlof om een ander ambt voorlopig uit te oefenen hem van ambtswege door zijn inrichtende macht toegekend.”.

Art. 27. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293septdecies/8 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/85. § 1. De tijdelijke reffectatie van de in vast verband benoemde personeelsleden bedoeld in 1° van § 1 van artikel 293septdecies, wordt automatisch verlengd, volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden die vastgesteld zijn in artikel 30 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 heeft behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

In afwijking daarvan, kan het personeelslid bij zijn inrichtende macht, waarbij deze dit niet kan weigeren, de niet verlenging van zijn tijdelijke reffectatie aanvragen. De aanvraag moet bij aangetekend schrijven vóór 31 mei voor het volgende schooljaar worden ingediend.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. Het verlof om een ander ambt in het onderwijs voorlopig uit te oefenen van de in vast verband benoemde personeelsleden bedoeld in 1° van hetzelfde artikel wordt automatisch verlengd, zolang hun aanstelling eveneens zal worden verlengd volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij hoofdstuk III van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden die vastgesteld zijn in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 heeft behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 3. Voor de tijdelijke personeelsleden bedoeld in 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293septdecies/5, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij hoofdstuk III van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden die vastgesteld zijn in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021 :

1°) het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in het geval van 3° en 5° een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014, heeft behaald.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 4. Als het personeelslid de hem voorgestelde lestijden weigert of de niet verlenging van zijn tijdelijke reffectatie aanvraagt, geniet het de overgangsmaatregelen van deze afdeling niet meer.”.

Art. 28. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel 293septies/9 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/9. Binnen dezelfde inrichting, kunnen de personeelsleden die de bij deze afdeling vastgestelde bepalingen genieten, gedurende hetzelfde schooljaar, hun nieuwe ambt niet uitoefenen tegenover dezelfde leerling, samen met een opdracht van leraar niet confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid beide voormelde ambten tegenover dezelfde leerling uitoefenen :

1° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 1 en vorm 2;

of

2° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 3 en vorm 4, maar indien de kenmerken van het bedoelde publiek dit vereisen. Die kenmerken worden behoorlijk vastgesteld binnen de plaatselijke paritaire commissie van de betrokken inrichtende macht.”.

Art. 29. In afdeling VII van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 2 opgericht, luidend als volgt :

“Onderafdeling 2. — Overgangsbepalingen voor het vrij gesubsidieerd onderwijs met een niet confessioneel karakter”.

Art. 30. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293septdecies/10 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/10. Bij de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 september 2017, worden alle personeelsleden die vóór 30 juni 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst in de lagere graad en in de hogere graad, geacht de helft van de hun toegekende lestijden te verliezen.

De personeelsleden die in dezelfde ambten gedurende het vorige schooljaar aangesteld waren, worden eveneens geacht alleen voor de helft van het aantal lestijden dat ze op 30 juni 2017 genoten, opnieuw te kunnen worden aangesteld.

Art. 31. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293septdecies/11 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/11. Voordat de inrichtende macht de nieuw opgerichte lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin toekent, past ze in haar midden, ten gunste van de in vast verband benoemde personeelsleden die niet zouden voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in § 1 van artikel 293septdecies/12 van dit decreet, de maatregelen toe voorafgaandelijk aan de terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en aan het gedeeltelijk opdrachtverlies, en verricht ze de reffectaties en de wedertewerkstellingen die mogelijk zouden zijn, overeenkomstig de bepalingen die terzake werden vastgesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs. Voor de toepassing van dit artikel, worden de voorafgaande maatregelen en de reffectatiehandelingen tot de ambten van leraar zedenleer of godsdienst beperkt.”.

Art. 32. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293septdecies/12 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/12. § 1. Gedurende het schooljaar 2017-2018, in afwijking van de statutaire regels vastgesteld in hoofdstuk III van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, moeten de ambten van leraar filosofie en burgerzin, in de lagere graad en in de hogere graad, binnen de inrichtende macht, in de volgende volgorde worden toegekend aan :

1° de personeelsleden die vóór 1 september 2017 een benoeming in vast verband genoten in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals respectief berekend, voor de leraren niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt.

De personeelsleden die aldus lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen, worden geacht, in verhouding tot het lestijdenvolume dat in artikel 293septdecies/10 als verloren wordt beschouwd, in tijdelijke reffectatie te zijn, in de zin van artikel 2, § 3, van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995.

Voor de bijkomende lestijden die worden toegekend boven het in het vorige lid bedoelde lestijdenvolume dat als verloren wordt beschouwd, en binnen de perken van de hun op 31 augustus 2017 toegekende lestijden, krijgen ze een verlof om een ambt in het onderwijs voorlopig uit te oefenen overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, respectief aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 van het vorige jaar ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar de ambtsanciënniteit;

3° aan de personeelsleden die in een ambt van leraar niet confessionele zedenleer of godsdienst, respectief aangesteld zijn in de lagere graad of in de hogere graad, gedurende het schooljaar 2016-2017, als prioritair tijdelijk, in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) ze zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni van het vorige jaar binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar het vroegere ambt;

4° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst waren, die een anciënniteit van minstens 180 dagen tellen, in een ambt van leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere of hogere graad, als tijdelijk personeelslid, in de zin van artikel 30 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

3) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

4) zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals berekend overeenkomstig artikel 29*bis* van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar de ambtsanciënniteit;

5° aan de personeelsleden die op 30 juni 2017 in actieve dienst waren, die een anciënniteit van minstens 180 dagen tellen, in een ambt van leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer, respectief in de lagere of hogere graad, als tijdelijk personeelslid, in de zin van artikel 30 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, op voorwaarde dat zij :

1) houder zijn van minstens het diploma van bachelor, graduaat, GLSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de lagere graad, of van een diploma van master, licentiaat, GHSO of een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs uit de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies in de hogere graad;

2) vóór 1 september 2017 een opleiding tot neutraliteit via hun oorspronkelijke opleiding hebben gekregen, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", die door het onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd. Voor die onderwijseenheid :

a) indien ze niet kon worden gevolgd bij gebrek aan voldoende plaatsen, moeten ze het bewijs leveren dat ze zich hebben ingeschreven;

b) indien zij niet voor die eenheid geslaagd zijn, moeten zij het bewijs leveren dat ze zich opnieuw hebben ingeschreven voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid, en voor de daarop volgende, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als ze opnieuw zakken.

De personeelsleden die hun diploma hebben behaald bij een inrichting van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden voor de voormelde opleiding tot neutraliteit;

3) zich bij hun inrichtende macht voor dat ambt bij aangetekend schrijven kandidaat hebben gesteld, op straffe van verval, vóór 31 juli 2017.

In het gewoon onderwijs, moeten de personeelsleden zich voor het gehele opdrachtvolume inschrijven waarvoor ze op 30 juni 2017 binnen hun inrichtende macht ingeschreven waren.

Wanneer de inrichtende macht een keuze moet doen tussen verschillende kandidaten, stelt ze het personeelslid aan dat de grootste dienstanciënniteit bij haar telt, zoals berekend overeenkomstig artikel 29*bis* van het voormelde decreet van 1 februari 1993. Bij gelijke anciënniteit, wordt verwezen naar de ambtsanciënniteit;

§ 2. Voor de toepassing van § 1, kan het personeelslid geen totaal aantal lestijden filosofie en burgerzin toegekend krijgen dat hoger is dan het totaal aantal lestijden zedenleer, godsdienst en alternatieve pedagogische begeleiding dat hem op 30 juni 2017 toegekend was."

Indien het personeelslid de hem voorgestelde lestijden weigert, geniet het de overgangsbepalingen van afdeling VII niet meer."

Art. 33. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293*septdecies* 1/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 293*septdecies* /13. De ambtsanciënniteit van de leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293*septdecies* /12, die bij de inrichtende macht, werd verworven, wordt geacht een ambtsanciënniteit te zijn in de zin van artikel 29*bis* van het voormelde decreet van 1 februari 1993 als leraar filosofie en burgerzin, respectief in de lagere graad of in de hogere graad, naargelang van het geval.

Ze kunnen echter die anciënniteit alleen aanvoeren als ze aanspraak maken op hetzelfde ambt.

§ 2. De prestaties van de tijdelijke leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293*septdecies* /12, in hun nieuwe ambt van leraar filosofie en burgerzin, worden tegelijk opgenomen bij de berekening van de anciënniteit van hun nieuwe ambt en van hun vroegere ambt.

Het voordeel van de in het vorige lid bedoelde bepaling wordt toegepast totdat het personeelslid wordt benoemd in het nieuwe ambt van leraar filosofie en burgerzin in verhouding tot de lestijden die bij die nieuwe benoeming benoemd zijn, uiterlijk tot 31 augustus 2021."

Art. 34. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293*septdecies* /14 ingevoegd,, luidend als volgt :

"Artikel 293*septdecies* /14. Bij wijze van overgangsmaatregel, alleen voor het schooljaar 2017-2018, behouden de prioritaire tijdelijke leraren godsdienst en niet confessionele zedenleer, bedoeld in 2° en 3° van § 1 van artikel 293*septdecies* /12, die zich kandidaat hebben gesteld voor de aanwerving in vast verband onder de voorwaarden en in de vormen vereist in artikel 42 van het decreet van 1 februari 1993 gedurende het schooljaar 2016-2017, het recht op die aanwerving in vast verband in hun vroegere ambt gedurende het schooljaar 2017-2018, ook al presteren ze voortaan volledig binnen de inrichtende macht als leraar filosofie en burgerzin.

Die aanwerving in vast verband geschiedt met inachtneming van de geldende statutaire regels zoals vastgesteld in hoofdstuk III van het decreet van 1 februari 1993. Op zijn aanvraag, in afwijking van artikel 42 § 1, 9° van het voormelde decreet van 1 februari 1993, kan het bij dat artikel bedoelde personeelslid die werving in vast verband genieten, zonder zijn prestaties als leraar filosofie en burgerzin te beëindigen. In dat geval wordt een verlof om een ander ambt voorlopig uit te oefenen hem van ambtswege door zijn inrichtende macht toegekend."

Art. 35. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293*septies* /15 ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 293*septdecies* /15. § 1. De tijdelijke reffectatie van de in vast verband benoemde personeelsleden bedoeld in 1° van § 1 van artikel 293*septdecies* /12, wordt automatisch verlengd, volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor de benoeming in vast verband die vastgesteld zijn in artikel 42 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 heeft behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

In afwijking daarvan, kan het personeelslid bij zijn inrichtende macht, waarbij deze dit niet kan weigeren, de niet verlenging van zijn tijdelijke reffectatie aanvragen. De aanvraag moet bij aangetekend schrijven vóór 31 mei voor het volgende schooljaar worden ingediend.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. Het verlof om een ander ambt in het onderwijs voorlopige uit te oefenen van de in vast verband benoemde personeelsleden bedoeld in 1° van hetzelfde artikel wordt automatisch verlengd, zolang hun aanstelling eveneens zal worden verlengd volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij hoofdstuk III van het voormelde decreet van 1 februari 1993, en totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden die vastgesteld zijn in artikel 42 van hetzelfde decreet van 1 februari 1993, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021, het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 heeft behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 3. Voor de tijdelijke personeelsleden bedoeld in 2°, 3°, 4° en 5° van § 1 van artikel 293septdecies/12, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake vastgesteld zijn bij hoofdstuk III van het voormelde decreet van 1 februari 1993, en totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden die vastgesteld zijn in artikel 42 van hetzelfde decreet van 1 februari 1993, en dit op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2021 :

1°) het getuigschrift didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid van het voormelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist;

2°) in het geval van 3° en 5° een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het voormelde decreet van 11 april 2014, heeft behaald.

Als het personeelslid op 1 september 2021 niet voldoet aan die voorwaarden, geniet het vanaf dezelfde datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 4. Als het personeelslid de hem voorgestelde lestijden weigert of de niet verlenging van zijn tijdelijke reffectatie aanvraagt, geniet het de overgangsmaatregelen van deze afdeling niet meer.”.

Art. 36. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 293septdecies/16 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/16. Binnen dezelfde inrichting, kunnen de personeelsleden die de bij dit hoofdstuk vastgestelde bepalingen genieten, gedurende hetzelfde schooljaar, hun nieuwe ambt niet uitoefenen tegenover dezelfde leerling, samen met een opdracht van leraar godsdienst of niet confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid beide voormelde ambten tegenover dezelfde leerling uitoefenen :

1° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 1 en vorm 2;

of

2° indien deze ressorteert onder het onderwijs van vorm 3 en vorm 4, maar indien de kenmerken van het bedoelde publiek dit vereisen. Die kenmerken worden behoorlijk vastgesteld binnen de ondernemingsraad, of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging van de betrokken inrichtende macht.”.

*Afdeling III. — Bepalingen betreffende de personeelsleden
van het onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.*

Art. 37. In de afdeling VII van het hoofdstuk II van de titel III van hetzelfde decreet van 11 april 2014 wordt een onderafdeling 3 opgericht, luidend als volgt :

Onderafdeling 3. — Overgangsbepalingen betreffende de bezoldiging.

Art. 38. In de onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 37, wordt een artikel 293septdecies/17 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/17. De personeelsleden die vast benoemd zijn of die in vast verband aangeworven zijn of die op 31 augustus 2017 aan de voorwaarden bepaald in artikel 285 van dit decreet beantwoorden en die bedoeld zijn in de onderafdelingen 1 en 2 van deze titel alsook in de hoofdstukken XI^{quater} van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 en X^{ter} van het bovenvermelde koninklijk besluit van 25 oktober 1971, genieten, wanneer ze aangeworven zijn, zonder tijdbepaling, de weddenschalen die verbonden zijn aan de nieuwe ambten van leraar filosofie en burgerzin, respectievelijk naargelang het geval aan de lagere of hoger graad, behalve als de weddeschaal in verband met hun oorspronkelijke ambt hen een hogere bezoldiging geeft.

Voor de personeelsleden die in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven worden vanaf 1 september 2017 tot hoogstens 30 juni 2018, geldt de weddeschaal in verband met het oorspronkelijke ambt, wanneer ze gunstiger is, slechts voor het schooljaar 2017-2018”.

Art. 39. In de afdeling VII van het hoofdstuk II van de titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een onderafdeling 4 opgericht, luidend als volgt :

Onderafdeling 4. — Overgangsbepalingen betreffende het getuigschrift van didactiek van filosofie en burgerzin.

Art. 40. In de onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 39, wordt een artikel 293septdecies/18 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293septdecies/18. Bij wijze van overgangsmaatregel, in afwachting van de oprichting van het getuigschrift bedoeld in artikel 24bis, derde lid, van dit decreet en ten laatste tot 1 september 2021, is het bezit van dit getuigschrift voor de uitoefening van het ambt van leraar filosofie en burgerzin niet vereist.

Voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de leraren filosofie en burgerzin slechts vanaf 1 september 2021 als prioritaire tijdelijken aangesteld worden en benoemd worden, behalve deze die bedoeld zijn in de overgangsbepalingen van de afdeling VII van het hoofdstuk II van de titel III van het decreet van 11 april 2014.

Voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kunnen de leraren filosofie en burgerzin slechts vanaf 1 september 2021 aangesteld worden als prioritaire tijdelijken en slechts vanaf 1 januari 2022 benoemd worden, behalve deze bedoeld in de overgangsbepalingen opgenomen in het hoofdstuk XI *quater* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en in het hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van leermeesters en leraren godsdienst voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Het personeelslid waarvan het bekwaamheidsbewijs vastgesteld door de Regering, voor de uitoefening van het ambt van leraar filosofie en burgerzin, het getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, vereist, zal slechts benoemd kunnen worden als hij in het bezit zal zijn van dit getuigschrift.”

TITEL II. — *Bepalingen betreffende het basisonderwijs.*

HOOFDSTUK I. — *Maatregelen betreffende de berekeningswijze van het aantal bruikbare lestijden voor de organisatie van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin in het basisonderwijs.*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Art. 41. In artikel 39 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt een § 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“2*bis*. Voor de inrichtingen bedoeld in § 1 worden de aanvullende lestijden automatisch toegekend voor de vervanging van elk personeelslid dat aangeworven of aangesteld wordt in de hoedanigheid van leraar cursus filosofie en burgerzin in het kader van de maatregelen bepaald in de afdeling VI van het hoofdstuk II van de titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, zodat het betrokken personeelslid de cursus kan volgen voor het behalen van het getuigschrift van didactiek van de cursus filosofie en burgerzin. Deze lestijden zullen toegekend worden bij elk schooljaar tot 30 juni 2021, naar rata van 2 lestijden per personeelslid.

Wanneer het personeelslid tegelijkertijd het ambt van leermeester filosofie en burgerzin en het ambt leermeester niet-confessionele zedenleer of godsdienst uitoefent, vallen deze beide lestijden bij voorkeur onder zijn bevoegdheden als leermeester niet-confessionele zedenleer of godsdienst binnen de betrokken inrichtende macht.

Indien de lestijden niet onder de betrokken bevoegdheden vallen, moet het personeelslid tenminste voor 3 lestijden in de inrichtende macht op 1 oktober van het lopende schooljaar als leermeester filosofie en burgerzin aangeworven of aangesteld worden.

In beide gevallen blijft het personeelslid ten minste 1 lestijd als leermeester filosofie en burgerzin binnen de betrokken inrichtende macht werkelijk presteren, behalve bij afwezigheid wegens moederschap, ziekte, arbeidsongeschiktheid veroorzaakt door een arbeidsongeval en voor de volgende verlofdagen : verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of de adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof; verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om palliatieve zorg te verlenen; verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om een lid van het gezin of de familie dat ernstig ziek is bij te staan of om hem zorg te verlenen.

Het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, dient bij de administratie een document in waarbij het gebruik van deze aanvullende lestijden bewezen wordt voor de vervanging van het betrokken personeelslid. Deze lestijden zullen worden toegekend, naargelang het geval, aan de inrichting of de inrichtende macht, bij wie het betrokken personeelslid de belangrijkste opdracht heeft. Ingeval de opdracht van het personeelslid gelijk is in elke betrokken inrichtende macht, behoort de keuze van de betrekking betrokken bij deze vervanging tot het personeelslid.

In afwijking van het vorige lid kunnen deze lestijden toegekend worden aan een andere inrichting of inrichtende macht, wanneer de toekenning van deze lestijden het aantal vestigingen kan verminderen waarin het effectief zijn ambten uitoefent.”

Art. 42. In § 3 van artikel 39 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “ de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs” vervangen door de woorden “de maatregelen bepaald bij de afdeling VI van hoofdstuk II van titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs”;

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

“Op dat aantal in het vorige lid bedoelde geglobaliseerde lestijden wordt een aantal lestijden automatisch uitgetrokken voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en voor de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs waarvan het RLMOD en de aanvullende lestijden toegekend voor het behalen van het getuigschrift van didactiek van de cursus filosofie en burgerzin overeenkomstig § 2*bis* het niet mogelijk maken om aan de vast benoemde, prioritaair tijdelijke of stagedoende tijdelijke leermeesters godsdienst en niet-confessionele zedenleer, een opdrachtvolume toe te kennen dat gelijk is aan hun bevoegdheden op 30 juni 2016, overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in de afdeling VI van het hoofdstuk II van de titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, en, bij gebreke hieraan, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.”;

3° er wordt een nieuw zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De aanvullende lestijden die bestemd zijn om een opdrachtvolume te dekken dat gelijk is aan hun bevoegdheden op 30 juni 2016, worden ook uitgetrokken voor het vast benoemde, prioritaair tijdelijke of stagedoende tijdelijke personeelslid dat prestaties in meer dan 6 vestigingen zou moeten uitvoeren, ongeacht alle inrichtende machten. Het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, moet bij de administratie een document indienen waarbij het gebruik van deze aanvullende lestijden bewezen wordt.”;

4° er wordt een nieuw zevende lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De lestijdens bedoeld in het vijfde en zesde lid zullen uitsluitend gebruikt worden voor de betrokken leermeesters godsdienst en niet-confessionele zedenleer en om :

1° ofwel de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin te verstrekken. Ze verhogen, in voorkomend geval, de aantallen groepen bepaald overeenkomstig § 1;

2° ofwel de organisatie van activiteiten van pedagogische coördinatie of overleg;

3° ofwel de begeleiding van activiteiten van groepen leerlingen buiten de inrichting.”;

5° er wordt een nieuw achtste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Het gebruik van deze lestijden wordt toegelaten van 1 oktober tot volgende 30 september. Dit gebruik valt onder de bevoegdheid van de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap bedoeld in § 1, en van het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, na het advies van de overlegorganen bedoeld in artikel 25 te hebben ingewonnen.”;

6° de huidige 6 tot 8 leden worden de 9 tot 11 leden;

7° in het nieuwe negende lid worden de woorden “bedoeld in het vorige lid” vervangen door de woorden “de aantallen lestijden bedoeld in § 2bis en in het vijfde en zesde lid van deze paragraaf”;

8° er wordt een nieuw en laatste twaalfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De diensten die gepresteerd worden in het kader van de aanvullende lestijden ingesteld in deze paragraaf worden in alle opzichten gelijkgesteld met de diensten die in het kader van de personeelsformatie gepresteerd worden. De aldus opgerichte betrekkingen kunnen aanleiding geven tot benoemingen of wervingen in vast verband.”.

Afdeling II. — Maatregelen betreffende de berekeningswijze van het aantal bruikbare lestijden voor de organisatie van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin in het gespecialiseerd basisonderwijs.

Art. 43. Het tweede lid van artikel 18 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt vervangen als volgt :

“In de inrichtingen voor het gespecialiseerd lager onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd en in de inrichtingen van het gespecialiseerd lager onderwijs van het gesubsidieerd officieel onderwijs en het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer blijft het gespecialiseerd lager onderwijs georganiseerd naar rata van 28 lestijden van 50 minuten wanneer de leerling vrijgesteld wordt van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer. De vrijgestelde leerlingen nemen verplicht deel aan een tweede lestijd van de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.”.

Art. 44. In artikel 43bis van hetzelfde decreet wordt § 5 vervangen als volgt :

“§ 5. Naast de lestijden die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, kunnen op het maximumaantal lestijden alleen de lestijden worden uitgetrokken die noodzakelijk zijn voor het behoud van het volume van de opdracht dat gelijkwaardig is met de toekenningen op 30 juni 2016 van de vast benoemde of tijdelijk prioritaire leermeesters godsdienst en niet-confessionele zedenleer, overeenkomstig de prioritaire volgorde bepaald in titel II van dit decreet en, bij gebreke hieraan, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het maximumaantal lestijden bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, kan alleen worden gebruikt voor de begeleiding van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.

De overblijvende lestijden van een cursus kunnen geenszins worden overgedragen naar het onderwijzend personeel of naar andere personeelscategorieën.

Voor de inrichtingen voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs en het niet-confessioneel onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer worden aanvullende lestijden automatisch toegekend voor elk personeelslid dat aangeworven of aangesteld wordt als leraar cursus filosofie en burgerzin in het kader van de maatregelen bepaald in de afdeling VI van het hoofdstuk II van de titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, voor het behalen van het getuigschrift van didactiek van de cursus filosofie en burgerzin. Deze lestijden zullen worden toegekend bij elk schooljaar tot 30 juni 2021, naar rata van 2 lestijden per personeelslid.

Wanneer het personeelslid tegelijkertijd het ambt van leermeester filosofie en burgerzin en het ambt leermeester niet-confessionele zedenleer of godsdienst uitoefent, vallen deze beide lestijden bij voorkeur onder zijn bevoegdheden als leermeester niet-confessionele zedenleer of godsdienst binnen de betrokken inrichtende macht.

Indien de lestijden niet onder de betrokken bevoegdheden vallen, moet het personeelslid tenminste voor 3 lestijden in de inrichtende macht op 1 september van het lopende schooljaar als leermeester filosofie en burgerzin aangeworven of aangesteld worden.

In beide gevallen blijft het personeelslid ten minste 1 lestijd als leermeester filosofie en burgerzin binnen de betrokken inrichtende macht effectief presteren, behalve bij afwezigheid wegens moederschap, ziekte, arbeidsongeschiktheid veroorzaakt door een arbeidsongeval en voor de volgende verlofdagen : verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan bij de geboorte of de adoptie van een kind, in het kader van het ouderschapsverlof; verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om palliatieve zorg te verstrekken; verlof voor volledige of gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan om een lid van het gezin of de familie dat ernstig ziek is bij te staan of om hem zorg te verstrekken.

Het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, dient bij de administratie een document in waarbij het gebruik van deze aanvullende lestijden bewezen wordt voor de vervanging van het betrokken personeelslid. Deze lestijden zullen worden toegekend, naargelang het geval, aan de inrichting of de inrichtende macht, bij wie het betrokken personeelslid de belangrijkste opdracht heeft. Ingeval de opdracht van het personeelslid gelijk is in elke betrokken inrichtende macht, behoort de keuze van de betrekking betrokken bij deze vervanging tot het personeelslid.

In afwijking van het vorige lid kunnen deze lestijden toegekend worden aan een andere inrichting of inrichtende macht, wanneer de toekenning van deze lestijden het aantal vestigingen kan verminderen waarin het personeelslid effectief zijn ambten uitoefent.

Bovendien, wanneer de lestijden die toegekend worden met toepassing van de bovenvermelde bepalingen het niet mogelijk maken om, binnen de inrichting voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of binnen de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, aan de vast benoemde, prioritair tijdelijke of stagedoende tijdelijke personeelsleden, een opdrachtevolumen toe te kennen dat gelijk is met de toekenning ervan op 30 juni 2016, overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in de afdeling VI van het hoofdstuk II van de Titel III van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, en, bij gebreke hieraan, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert, dient het inrichtingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, bij de Administratie, een document in waarbij bewezen wordt dat hij daarom een bepaald aantal aanvullende lestijden gebruikt waarvan hij de bestemming ervan overeenkomstig de hierna bedoelde bepalingen zal nader bepalen.

De lestijden bedoeld in het vorige lid zullen uitsluitend gebruikt worden voor :

1. de organisatie van activiteiten, in het kader van de cursus filosofie en burgerzin, binnen eenzelfde inrichting;
2. de organisatie van activiteiten voor de pedagogische coördinatie of het overleg.

De aanvullende lestijden worden ook toegekend aan het vast benoemde, prioritair tijdelijke of stagedoende personeelslid dat, ondanks de voorafgaandelijke toepassing van de hierboven opgesomde bepalingen, geen opdrachtevolumen teruggevonden heeft dat gelijk was aan zijn toekenning ervan op 30 juni 2016 of dat prestaties in meer dan 6 vestigingen zou moeten verlenen, ongeacht alle inrichtende machten. Deze lestijden worden toegekend aan de inrichting of de inrichtende macht, naargelang het geval, bij wie het opdrachtevolumen van het betrokken personeelslid het belangrijkste is op 30 juni 2016. Het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, moet bij de administratie een document indienen waarbij het gebruik van deze aanvullende lestijden waarvan hij de bestemming per vestiging zal nader bepalen overeenkomstig de hierna bedoelde bepalingen, bewezen wordt.

Het betrokken personeelslid wordt voor de volgende taken toegewezen :

- a. de organisatie en begeleiding van activiteiten binnen de mediatheek;
- b. de begeleiding van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin;
- c. de organisatie van activiteiten van pedagogische coördinatie of overleg;
- d. de begeleiding van activiteiten van groepen leerlingen buiten de inrichting.

Het gebruik van deze lestijden wordt toegelaten vanaf 1 september tot volgende 30 juni. Dit gebruik valt onder de bevoegdheid van de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en van het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Het wordt onderworpen aan het voorafgaandelijk advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, van de vakbondsdelegatie met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij afkeuring.

De diensten die gepresteerd worden in het kader van de aanvullende lestijden bedoeld in deze paragraaf, worden in alle opzichten gelijkgesteld met de diensten die gepresteerd worden in het kader van de personeelsformatie. De aldus opgerichte betrekkingen kunnen aanleiding geven tot benoemingen of de wervingen in vast verband.”

Art. 45. In artikel 43bis van hetzelfde decreet wordt § 6 vervangen als volgt :

“§ 6. De vestigingsplaatsen organiseren de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer, filosofie en burgerzin en de tweede lestijd in verband met de vrijstelling vanaf 1 september 2017.”.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende de betrekkingen voor de cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs – Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat en het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 46. Het vijfde lid van artikel 169ter van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt vervangen als volgt :

“De tijdelijke aanstelling in dit ambt van leermeester filosofie en burgerzin kan geenszins worden verlengd, indien de kandidaat niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° vóór 1 september 2020, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014;

2° vóór 1 september 2021, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid, van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.”

Art. 47. In artikel 169^{quater} van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“De benoeming in dit ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal geenszins kunnen worden verlengd als de kandidaat niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° vóór 1 september 2020, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014;

2° vóór 1 september 2021, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24^{bis}, derde lid, van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.”.

Art. 48. In artikel 169^{quinquies}, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt het cijfer “2020” vervangen door “2021”.

Art. 49. In artikel 169^{quinquies} wordt na het vijfde lid een tekst toegevoegd, luidend als volgt : “

“De terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur wordt elk jaar automatisch verlengd.

In afwijking hiervan kan het personeelslid bij de Administratie vragen, zonder dat zij dit kan weigeren, dat de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur niet verlengd wordt. De aanvraag moet bij de administratie bij aangetekende brief voor 1 mei voor het volgende schooljaar ingediend worden. Voor het schooljaar 2017-2018 zal deze brief aan de administratie voor ten laatste 31 augustus 2017 ingediend moeten worden.

Als het personeelslid de bevoegdheden weigert die hem worden voorgesteld of vraagt om de niet-verlenging van zijn voorlopige terugroeping voor onbepaalde duur, komt hij niet meer in aanmerking voor de overgangsbepalingen van dit hoofdstuk.”.

Art. 50. In artikel 169^{sexies}, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “129^{ter} tot 129^{quinquies}” vervangen door de woorden “169^{ter} tot 169^{quinquies}”.

Art. 51. In artikel 169^{sexies}, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “129^{ter} tot 129^{quinquies}” vervangen door de woorden “169^{ter} tot 169^{quinquies}”.

Art. 52. § 2 van artikel 169^{sexies} van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 53. In hetzelfde besluit wordt een artikel 169^{septies} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 169^{septies}. Binnen eenzelfde vestigingsplaats kunnen de personeelsleden die in aanmerking komen voor de bepalingen bepaald in dit hoofdstuk, tijdens hetzelfde schooljaar, hun nieuw ambt niet uitoefenen samen met een opdracht van leermeester niet-confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid het bovenvermelde ambt uitoefenen met dezelfde leerling.”.

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat.

Art. 54. Het vijfde lid van artikel 49^{ter} van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat, wordt vervangen als volgt :

“De tijdelijke aanstelling in dit ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal geenszins kunnen worden verlengd, indien de kandidaat niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° vóór 1 september 2020, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014;

2° vóór 1 september 2021, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24^{bis}, derde lid, van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.”.

Art. 55. In artikel 49^{quater} van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“De benoeming in dit ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal geenszins kunnen worden verlengd, indien de kandidaat niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° vóór 1 september 2020, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014;

2° vóór 1 september 2021, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24^{bis}, derde lid, van het bovenvermelde decreet van 11 april 2014 hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, voor de uitoefening van dat ambt, dit vereist.”.

Art. 56. In artikel 49^{quinquies}, vierde lid van hetzelfde besluit wordt het cijfer “2020” vervangen door “2021”.

Art. 57. In artikel 49^{quinquies} wordt na het vijfde lid een tekst toegevoegd, luidend als volgt :

“De terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur wordt elk jaar automatisch verlengd.

In afwijking hiervan kan het personeelslid bij de Administratie vragen, zonder dat zij dit kan weigeren, dat de terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde duur niet verlengd wordt. De aanvraag moet bij de administratie bij aangetekende brief voor 1 mei voor het volgende schooljaar ingediend worden. Voor het schooljaar 2017-2018 zal deze brief aan de administratie voor ten laatste 31 augustus 2017 ingediend moeten worden.

Als het personeelslid de bevoegdheden weigert die hem worden voorgesteld of vraagt om de niet-verlenging van zijn voorlopige terugroeping voor onbepaalde duur, komt hij niet in aanmerking voor de overgangsbepalingen van dit hoofdstuk.”.

Art. 58. § 2 van artikel 49^{sexies} van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 59. In hetzelfde besluit wordt een artikel 49^{septies} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 49^{septies}. Binnen eenzelfde vestigingsplaats kunnen de personeelsleden die in aanmerking komen voor de bepalingen bepaald in dit hoofdstuk, tijdens hetzelfde schooljaar, hun nieuw ambt niet uitoefenen samen met een opdracht van leermeester godsdienst.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid het bovenvermelde ambt uitoefenen met dezelfde leerling.”

Afdeling III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Art. 60. Artikel 293*undecies*, eerste lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt vervangen als volgt :

“Binnen eenzelfde inrichting kunnen de personeelsleden die in aanmerking komen voor de bepalingen bepaald in die afdeling, tijdens hetzelfde schooljaar, hun nieuw ambt niet uitoefenen binnen dezelfde vestigingsplaats samen met een opdracht van leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid de bovenvermelde beide ambten uitoefenen met dezelfde leerling.”

Art. 61. Artikel 293*quindecies*, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

“Binnen dezelfde inrichting kunnen de personeelsleden die in aanmerking komen voor de bepalingen bepaald in die afdeling, tijdens hetzelfde schooljaar, hun nieuw ambt niet uitoefenen in dezelfde vestigingsplaats samen met een opdracht van leermeester godsdienst of niet-confessionele zedenleer.

In afwijking van het eerste lid, in het gespecialiseerd onderwijs, kan een personeelslid de bovenvermelde beide ambten uitoefenen met dezelfde leerling.”

Art. 62. In artikel 293*decies* worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 wordt “2020” vervangen door “2021”;

2° in § 1, na het eerste lid, wordt het volgende lid ingevoegd :

“ In afwijking hiervan kan het personeelslid bij zijn inrichtende macht vragen, zonder dat hij dit kan weigeren, dat de tijdelijke reffectatie niet verlengd wordt. De aanvraag moet bij de inrichtende macht bij aangetekende brief vóór 31 mei voor het volgende schooljaar ingediend worden. Voor het schooljaar 2017-2018 zal de beperkte datum voor de verzending van de aangetekende brief op 31 augustus 2017 vastgesteld worden.”;

3° in § 3,

a) in het eerste lid wordt na de woorden “1 september 2020”, en vóór 1° : “voor 2°, en vóór 1 september 2021 voor 1°” ingevoegd;

b) in het tweede lid wordt de zin “op 1 september 2020 aan die voorwaarden” vervangen door de zin “aan de voorwaarde bepaald in 1° op 1 september 2021, of in 2° op 1 september 2020”;

4° er wordt een vierde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Indien het personeelslid de bevoegdheden die hem worden voorgesteld weigert, of vraagt om de niet-verlenging van de zijn tijdelijke reffectatie dan komt hij niet meer aanmerking voor de overgangsbepalingen van deze afdeling.”

Art. 63. In artikel 293*quatuordecies* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 1 en 2 wordt “2020” vervangen door “2021”;

2° het volgende lid wordt in § 1 na het eerste lid ingevoegd :

“In afwijking hiervan kan het personeelslid bij zijn inrichtende macht vragen, zonder dat hij dit kan weigeren, dat de tijdelijke reffectatie niet verlengd wordt. De aanvraag moest bij de inrichtende macht bij aangetekende brief vóór 15 mei voor het volgende schooljaar ingediend worden. Voor het schooljaar 2017-2018 zal de beperkte datum voor de verzending van de aangetekende brief op 31 augustus 2017 vastgesteld worden.”;

3° in § 3,

a) In het eerste lid worden na de woorden “1 september 2020”, en vóór 1° : de woorden “voor 2°, en vóór 1 september 2021 voor 1°” ingevoegd;

b) In het tweede lid wordt de zin “op 1 september 2020 aan die voorwaarden” vervangen door de zin “aan de voorwaarde bepaald in 1° op 1 september 2021, of in 2° op 1 september 2020”;

4° er wordt een vierde paragraaf ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Indien het personeelslid de bevoegdheden die hem worden voorgesteld weigert, of vraagt om de niet-verlenging van de zijn tijdelijke reffectatie dan komt hij niet meer aanmerking voor de overgangsbepalingen van deze afdeling.”

Art. 64. In artikel 293*septdecies* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het jaar “2020” wordt vervangen door het jaar “2021”;

2° er worden twee leden na het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de leermeesters filosofie en burgerzin slechts vanaf 1 september 2021 als prioritaire tijdelijke aangesteld en benoemd worden, behalve deze bedoeld in de overgangsbepalingen van de afdeling VII van hoofdstuk II van titel III van het decreet van 11 april 2014.

Voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kunnen de leermeesters filosofie en burgerzin slechts vanaf 1 september 2021 als prioritaire tijdelijke aangesteld worden en slechts vanaf 1 januari 2022 benoemd worden, behalve deze bedoeld in de overgangsbepalingen opgenomen in hoofdstuk XI *quater* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en in hoofdstuk X ter van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat.

Het personeelslid waarvan het bekwaamheidsbewijs bepaald door de Regering, voor de uitoefening van het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, het bezit van het getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, vereist, zal slechts benoemd kunnen worden als hij in het bezit is van dit getuigschrift.”

TITEL III. — *Overgangsbepalingen die eigen zijn aan de ambten voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer.*

Art. 65. In artikel 293*bis* van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 3. Het personeelslid waarvan het bekwaamheidsbewijs bepaald door de Regering, voor de uitoefening van het ambt van leermeester of leraar godsdienst, het bezit van het getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis*, tweede lid, vereist, met inbegrip van de personeelsleden die houder zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in § 1 van dit artikel, zal slechts benoemd kunnen worden als hij in het bezit is van dit getuigschrift.”.

Art. 66. In artikel 293*ter* van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Het personeelslid waarvan het bekwaamheidsbewijs bepaald door de Regering, voor de uitoefening van het ambt van leermeester of leraar niet-confessionele zedenleer, het bezit van het getuigschrift bedoeld in artikel 24*bis*, tweede lid, vereist, zal slechts benoemd kunnen worden als hij in het bezit is van dit getuigschrift.”.

TITEL IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 67. Dit decreet treedt in werking vanaf het schooljaar 2017-2018, met uitzondering van 8° van artikel 42 dat uitwerking heeft met ingang van het schooljaar 2016-2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 494-1. - Verslag nr. 494-2.- Vergaderingsamendementen, nr. 262-4.-

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juli 2017.